

SEANCES DU MARDI 19 MAI 1992  
VERGADERINGEN VAN DINSDAG 19 MEI 1992ASSEMBLEE  
PLENAIRE VERGADERING

## MATIN

## SOMMAIRE:

## CONGES:

Page 565.

## PROPOSITION DE LOI (Discussion):

Proposition de loi relative au droit d'auteur, aux droits voisins et à la copie privée d'œuvres sonores et audiovisuelles.

Discussion générale. — *Orateurs*: MM. Lallemand, Erdman, rapporteur, Cerexhe, Van Belle, Barzin, Vandenberghe, p. 565.

## APRES-MIDI

## SOMMAIRE:

## CONGES:

Page 579.

## MESSAGES:

Page 579.

Chambre des représentants.

Ann. parl. Sénat de Belgique - Session extraordinaire 1991-1992  
Parlem. Hand. Belgische Senaat - Buitengewone zitting 1991-1992

## OCHTEND

## INHOUDSOPGAVE:

## VERLOF:

Bladzijde 565.

## VOORSTEL VAN WET (Beraadslaging):

Voorstel van wet betreffende het auteursrecht, de naburige rechten en het kopiëren voor eigen gebruik van geluids- en audiovisuele werken.

Algemene beraadslaging. — *Sprekers*: de heren Lallemand, Erdman, rapporteur, Cerexhe, Van Belle, Barzin, Vandenberghe, blz. 565.

## NAMIDDAG

## INHOUDSOPGAVE:

## VERLOF:

Bladzijde 579.

## BOODSCHAPPEN:

Bladzijde 579.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

7 feuilles/vellen

78

## PROPOSITION DE LOI (Discussion):

Proposition de loi relative au droit d'auteur, aux droits voisins et à la copie privée d'œuvres sonores et audiovisuelles.

Discussion générale (Reprise). — *Orateurs*: MM. Vaes, Verreycken, Loones, Hatry, p. 579.

Discussion et vote d'articles:

A l'article 1<sup>er</sup>: *Orateur*: M. Lallemand, p. 585.

A l'article 48: *Orateur*: M. Lallemand, p. 596.

A l'article 58: *Orateurs*: MM. Lallemand, Vandenberghe, Erdman, rapporteur, p. 600.

A l'article 60: *Orateurs*: MM. Van Belle, Lallemand, Erdman, rapporteur, Arts, p. 600.

A l'article 64: *Orateur*: M. Verreycken, p. 603.

A l'article 76: *Orateur*: M. Verreycken, p. 605.

A l'article 85bis (nouveau): *Orateurs*: MM. Vaes, Erdman, rapporteur, p. 607.

A l'article 94: *Orateurs*: MM. Van Belle, Erdman, rapporteur, p. 609.

## INTERPELLATION (Discussion):

Interpellation de M. Cuyvers au ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement sur « la position de la Belgique à l'égard de l'importation d'aliments manipulés génétiquement ».

*Orateurs*: M. Cuyvers, Mme Onkelinx, ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement, p. 610.

## PROPOSITION DE LOI (Renvoi):

Page 613.

Renvoi à la commission de l'Enseignement et de la Science, de la proposition de loi relative aux archives qui est actuellement pendante à la commission de la Justice.

## PROPOSITION DE LOI (Dépôt):

Page 613.

M. de Seny. — Proposition de loi modifiant l'article 35 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux.

## INTERPELLATION (Demande):

Page 613.

M. Bartholomeussen au Vice-Premier ministre et ministre des Communications et des Entreprises publiques sur « la situation à La Poste ».

## VOORSTEL VAN WET (Beraadslaging):

Voorstel van wet betreffende het auteursrecht, de naburige rechten en het kopiëren voor eigen gebruik van geluids- en audiovisuele werken.

Algemene beraadslaging (Hervatting). — *Sprekers*: de heren Vaes, Verreycken, Loones, Hatry, blz. 579.

Beraadslaging en stemming over artikelen:

Bij artikel 1: *Spreker*: de heer Lallemand, blz. 585.

Bij artikel 48: *Spreker*: de heer Lallemand, blz. 596.

Bij artikel 58: *Sprekers*: de heren Lallemand, Vandenberghe, Erdman, rapporteur, blz. 600.

Bij artikel 60: *Sprekers*: de heren Van Belle, Lallemand, Erdman, rapporteur, Arts, blz. 600.

Bij artikel 64: *Spreker*: de heer Verreycken, blz. 603.

Bij artikel 76: *Spreker*: de heer Verreycken, blz. 605.

Bij artikel 85bis (nieuw): *Sprekers*: de heren Vaes, Erdman, rapporteur, blz. 607.

Bij artikel 94: *Sprekers*: de heren Van Belle, Erdman, rapporteur, blz. 609.

## INTERPELLATIE (Bespreking):

Interpellatie van de heer Cuyvers tot de minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu over « het standpunt van België ten opzichte van de invoering van genetisch gewijzigd voedsel ».

*Sprekers*: de heer Cuyvers, mevrouw Onkelinx, minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu, blz. 610.

## VOORSTEL VAN WET (Verwijzing):

Bladzijde 613.

Verwijzing naar de commissie voor het Onderwijs en de Wetenschap van het voorstel van archiefwet dat thans ahangig is bij de commissie voor de Justitie.

## VOORSTEL VAN WET (Indiening):

Bladzijde 613.

De heer de Seny. — Voorstel van wet tot wijziging van artikel 35 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren.

## INTERPELLATIE (Verzoek):

Bladzijde 613.

De heer Bartholomeussen tot de Vice-Eerste minister en minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven over « de toestand bij De Post ».

N. 21

## SEANCE DU MATIN — OCHTENDVERGADERING

PRESIDENCE DE M. SWAELEN, PRESIDENT  
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER SWAELEN, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.  
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 10 h 5 m.  
De vergadering wordt geopend om 10 h 5 m.

### CONGES — VERLOF

M. Evrard, pour raison de santé, demande un congé.  
Verlof vraagt: de heer Evrard, om gezondheidsredenen.  
— Ce congé est accordé.  
Dit verlof wordt toegestaan.

MM. Anthuenis, Collignon, Grosjean, pour d'autres devoirs, et De Backer, à l'étranger, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verfindering: de heren Anthuenis, Collignon, Grosjean, wegens andere plichten, en De Backer, in het buitenland.

— Pris pour information.  
Voor kennisgeving aangenomen.

### PROPOSITION DE LOI RELATIVE AU DROIT D'AUTEUR, AUX DROITS VOISINS ET A LA COPIE PRIVÉE D'ŒUVRES SONORES ET AUDIOVISUELLES

#### *Discussion générale*

### VOORSTEL VAN WET BETREFFENDE HET AUTEURS-RECHT, DE NABURIGE RECHTEN EN HET KOPIEREN VOOR EIGEN GEBRUIK VAN GELUIDS- EN AUDIOVISUELE WERKEN

#### *Algemene beraadslaging*

M. le Président. — Nous abordons l'examen de la proposition de loi relative au droit d'auteur, aux droits voisins et à la copie privée d'œuvres sonores et audiovisuelles.

Wij vatten de bespreking aan van het voorstel van wet betreffende het auteursrecht, de naburige rechten en het kopiëren voor eigen gebruik van geluids- en audiovisuele werken.

La discussion générale est ouverte.  
De algemene beraadslaging is geopend.  
La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, j'interviens ici en tant qu'auteur de la proposition qui a été soutenue par des représentants des différents groupes de cette assemblée. Cette proposition, que j'ai l'honneur de défendre aujourd'hui, est issue d'une très

longue marche. J'ai proposé une première réforme de la loi du droit d'auteur en 1987, une deuxième en 1988, et une troisième en 1992. Nous avons ainsi chevauché trois législatures et consacré approximativement une centaine de réunions, tant en groupe de travail qu'en commission, pour mener à bien cette très importante réforme.

Ce travail est obscur car il concerne une matière qui n'est pas d'actualité parce qu'elle la concerne de façon permanente, mais non spectaculaire. Nous avons, en cours de route, mesuré l'importance du droit d'auteur et de la réforme à laquelle nous nous attelions, ne serait-ce qu'en raison de l'intérêt extraordinaire que la proposition a suscité dans de très nombreux milieux. Ce fut une découverte pour ses initiateurs. Nous avons été soumis à de multiples démarches, souvent contradictoires, tant les intérêts se croisent et s'entrecroisent dans ce domaine. Cette proposition a également fait l'objet de nombreuses publications, dont un livre.

Nous abordons donc une matière très complexe et très importante. L'imbrication des intérêts multiples et différenciés explique peut-être pourquoi on a attendu si longtemps avant de modifier la loi de 1886, dont le centenaire a été fêté il y a quelques années. Cette loi, qui fut une grande loi, est aujourd'hui largement dépassée.

La révision générale de son texte s'impose pour plusieurs raisons. Je citerai en premier lieu l'évolution du contexte économique et technique dans lequel s'inscrit la création culturelle ou la recherche scientifique. En effet, cette évolution a pris des dimensions économiques considérables. Elle s'est marquée par des modes nouveaux d'expression.

En 1886, les travaux d'imprimerie étaient la seule mémoire mécanique fiable. En 1986, les techniques de reproduction se généralisent, avec pour conséquence le changement du rapport à l'utilisateur. La télévision et le cinéma envahissent le monde du spectacle. Les disques et les cassettes — ces dernières audiométriques aujourd'hui — deviennent le principal mode d'expression des œuvres sonores et audiovisuelles. Autrefois, l'œuvre musicale était exécutée par des artistes qui, dans une salle de concert ou un salon, faisaient nécessairement face à l'auditeur pour s'exprimer ou interpréter une œuvre. Aujourd'hui, la prestation publique de l'artiste est plus rare, la plupart des exécutions des œuvres musicales étant assurées par le truchement des produits de l'industrie culturelle. Dès lors, le recours généralisé aux supports sonores et visuels, le développement fabuleux de la reprographie, la diffusion par ondes, câbles ou satellites ont, de façon fantastique, étendu la communication et la divulgation de l'œuvre d'art.

Cette évolution du contexte technique et économique des moyens de diffusion a eu des conséquences multiples. Tout d'abord, la multiplication des possibilités d'accès à l'œuvre culturelle empêche l'auteur, l'interprète et le producteur d'exercer un

contrôle véritable sur la circulation de l'œuvre et sur le paiement de la rémunération. La création elle-même s'est ensuite trouvée affectée par la démultiplication des moyens d'appréhender le réel, la photographie et la caméra permettant, en effet, de refléter le réel et de le reconstituer d'une nouvelle manière. Les nouvelles techniques ont également suscité le développement de conduites collectives. Les œuvres audiovisuelles sont devenues des œuvres essentiellement collectives d'un type nouveau.

Il est donc clair que la législation de 1886 n'est plus adaptée. Elle doit, dès lors, être fondamentalement revue, même si la réforme doit s'appuyer sur les principes essentiels que cette loi avait dégagés de façon admirable au siècle dernier.

Pour une bonne part, nous avons précisément repris les acquis de la loi de 1886 et surtout ceux de la jurisprudence, assez remarquable, qui s'est développée à partir de cette loi. Nous avons, en outre, profité des législations européennes plus récentes. Celles-ci ont, en effet, également adapté le droit d'auteur. Je pense notamment aux législations française, allemande et espagnole. Les lois du XIX<sup>e</sup> siècle ont, en fait, été réformées dans la quasi-totalité des pays européens.

Nous avons, par ailleurs, intégré le droit communautaire qui s'intéresse de plus en plus à la matière des droits d'auteur. La directive du 14 mai 1991 relative aux programmes d'ordinateurs fait notamment partie de notre proposition. Nous avons également tenu compte des projets et des propositions actuellement à l'étude au sein des services de la Communauté européenne et qui traitent de l'essentiel de la législation sur les droits d'auteur.

Voici quelques mois, j'ai été très heureux d'entendre un éminent fonctionnaire de la Communauté, M. Verstrynghe, qui dirige les études sur ces matières. S'exprimant devant un auditoire d'éditeurs, M. Verstrynghe a, en effet, dit qu'à son estime, notre proposition était conforme aux projets de la Communauté européenne.

Cette remarque est intéressante, car certaines évolutions que nous entendons provoquer peuvent faire l'objet de contestations ou d'interrogations. Or, il s'avère qu'elles s'inscrivent bien dans le courant européen actuel.

Je ne reprendrai pas ici toutes les données de la proposition puisqu'elles ont déjà été largement exposées dans les documents parlementaires. Je ne m'étendrai pas non plus sur les deux rapports de M. Erdman, malheureusement absent, mais je puis dire que ces rapports, remarquables, complets éclairent parfaitement nos travaux. Ils démontrent, en tout cas, l'étendue de la matière ainsi que sa malléabilité.

On pourrait, en effet, remodeler à l'infini les dispositions de la loi, trouver d'autres solutions, aménager différemment les textes. Si ces dispositions sont effectivement modifiables, c'est parce qu'elles sont le fruit d'un équilibre difficile, d'une pesée délicate; elles peuvent donc toujours être contestées en raison de la divergence des intérêts en cause. On pourrait même dire que, sous la pression de ces intérêts contradictoires et sous les exigences de rigueur de notre commission de la Justice, les rapports de M. Erdman sont, comme le dictionnaire de l'Académie française, toujours très bien faits et toujours à refaire.

Je propose dès lors à notre assemblée de mettre un terme à ce qu'on pourrait appeler l'inflation des textes et des commentaires législatifs concernant la proposition. J'estime effectivement qu'il est temps de conclure. Bien entendu, tel ou tel point peut encore faire l'objet de modifications. Je n'y suis pas hostile, et cela d'autant moins que certains amendements pourraient nous ramener aux conceptions du texte original. Cependant, la modification de certaines parties de l'œuvre législative ne peut en aucun cas empêcher celle-ci de naître. Je voudrais, quant à moi, éviter que, sous l'inflation de nouvelles dispositions et de nouveaux aménagements, on en arrive à l'enterrement de toute la réforme. Mon choix est donc clair: si les amendements devaient retarder le projet, il vaudrait mieux renoncer à les voter et laisser l'autre Chambre accomplir sa tâche de législateur.

Je rappelle d'ailleurs que nous sommes tenus de promouvoir rapidement cette nouvelle législation. En effet, la directive européenne relative aux logiciels informatiques exige une application au plus tard le 31 décembre 1992. Il ne nous reste donc que quelques mois pour nous mettre en règle avec les exigences du législateur européen.

Par ailleurs, l'absence de protection adéquate nuit, chaque jour, à nos auteurs, à nos artistes-interprètes et à nos producteurs.

Quelles sont les lignes directrices de la réforme? Puisque le rapporteur est absent, je vais les rappeler afin de satisfaire à une longue tradition, mais en des termes particulièrement brefs.

La proposition est axée sur six points fondamentaux.

Elle vise tout d'abord à une protection accrue des acteurs culturels ou intellectuels. La création culturelle, intellectuelle et scientifique s'en trouve donc mieux protégée, c'est-à-dire, en d'autres termes, favorisée par le législateur. En effet, la proposition est plus exigeante que la loi actuelle, datant du XIX<sup>e</sup> siècle et qui s'inscrit dans la logique du Code civil, lequel traitait les contractants d'égal à égal, sans considération pour les différences d'état, de fortune ou d'information qui les séparent, c'est-à-dire, en quelque sorte, sans prendre en compte l'inégalité des rapports de force pouvant exister entre les agents sociaux et économiques.

La nouvelle loi entendra mieux protéger les auteurs et les artistes exécutants et, dans certains cas, les producteurs, en ce sens qu'elle exigera l'écrit pour assurer valablement la transmission des droits d'auteur. Elle imposera une interprétation restrictive des cessions contractuelles de droits d'auteur. Tout ce qui n'aura pas été expressément concédé sera réservé. C'était d'ailleurs déjà l'enseignement d'un arrêt de la Cour de cassation rendu en 1956.

Troisièmement, les cessions de droits d'auteur seront limitées dans le temps. La proposition interdit les cessions à vie. On ne peut plus céder à vie tous les droits d'auteur relatifs aux œuvres que l'on créera. De même, il n'y aura pas cession valable de droits d'auteur pour des modes d'exploitation qui ne seront pas encore connus. Ces modifications ont donc une importance certaine dans la protection des auteurs et des acteurs culturels.

Enfin, des cessions de droits d'auteur, comme celles relatives au droit moral, sont absolument interdites. L'auteur conservera toujours — c'est déjà le cas aujourd'hui — le droit de protéger son œuvre contre les modifications que voudraient imposer les concessionnaires du droit d'exploitation. Les règles de 1886 sont renforcées à cet égard sous divers points.

D'autres cessions sont ou interdites ou soumises à des conditions restrictives. Il est prévu que l'existence d'un contrat de louage d'ouvrages ou de services — par exemple le contrat portant commande d'un article comportant des réflexions critiques sur la crise en Yougoslavie — n'emporte pas dérogation aux droits d'auteur et ne peut impliquer cession de droits d'auteur au profit de l'éditeur. Le créateur reste titulaire de ses droits mais rien ne l'empêche, naturellement, d'autoriser différentes formes d'exploitation de son œuvre: reproduction en plusieurs exemplaires, expositions publiques, etc.

D'autres limitations sont prévues dans la proposition. Elles sont peut-être insuffisantes et, à cet égard, un amendement — nous en discuterons — vise à permettre, dans certains cas, la cession des droits d'auteur lorsque celle-ci est faite dans le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée ou sous statut, ayant pour objet la prestation successive et régulière d'activités faisant naître des droits d'auteur. Dans ce cas, on admet qu'il y ait par convention, par dérogation à l'interdit général, une cession possible.

Dans un premier temps, j'avais pensé qu'il fallait, là aussi, interdire la cession des droits d'auteur et puis, à raison des diverses critiques formulées en commission, nous avons trouvé une formulation plus souple. A dire vrai, le résultat auquel nous sommes arrivés n'est pas parfait et je crois qu'un amendement serait utile. D'une part, dans les contrats à durée indéterminée ou dans les statuts qui ont pour objet la prestation successive et répétée d'activités justifiant du droit d'auteur, il faudrait prévoir que la cession des droits se fasse par convention séparée et distincte du statut ou du contrat de travail. D'autre part, il conviendrait peut-être de mieux préciser, si possible, le rôle des accords collectifs qui pourraient moduler l'étendue et les modalités du transfert des droits.

Voilà quelques réflexions sur un point particulier fort important. En tout état de cause, la proposition a la volonté d'assurer une protection générale plus étendue de l'auteur. Elle a donc prévu des règles générales mais aussi des règles particulières qui

s'appliquent à des contrats particuliers. La proposition définit aussi le contrat d'édition, de représentation, et le contrat de production audiovisuelle qui sont des contrats spécifiques à certaines activités créatrices de droits d'auteur.

Les règles introduites dans la proposition tendent à établir un équilibre entre les intérêts des auteurs et ceux des producteurs — éditeurs, producteurs, entrepreneurs, selon le cas — tout en protégeant la partie économiquement la plus faible ou la moins informée des réalités commerciales. Ainsi, la loi impose aux entrepreneurs culturels — l'éditeur, l'entrepreneur de spectacles, le producteur audiovisuel — des obligations, et par exemple l'envoi du relevé des recettes qui doit avertir les auteurs de l'étendue de leurs droits. La proposition prévoit aussi une limitation à la cession des droits. Ainsi, par exemple dans le contrat de représentation, la cession des droits ne peut excéder trois années, afin d'éviter qu'un auteur ne soit engagé pour des temps inconsidérés. La loi prévoit également que l'interruption de représentations au cours de deux années successives met fin d'office au contrat. Ces mesures visent à protéger les auteurs contre certains abus.

De manière générale, les contrats dont je viens de parler, relatifs aux œuvres audiovisuelles, aux contrats de représentation, aux contrats d'éditeur, prévoient une clause de succès. Cette clause vise l'hypothèse où, compte tenu du succès tout à fait inattendu de l'œuvre, la rémunération forfaitaire convenue se trouve manifestement disproportionnée par rapport au profit tiré de l'exploitation. Dans ce cas, l'éditeur sera tenu, à la demande de l'auteur, de consentir une modification de la rémunération, pour lui accorder une participation équitable au profit. Cette clause de succès est limitée, en ce sens qu'elle ne porte que sur des succès exceptionnels, imprévisibles au moment du contrat. De plus, elle ne s'applique pas lorsque les contrats conviennent d'une rémunération proportionnelle au nombre d'exemplaires vendus, etc. Cette nuance est évidemment importante et la proposition précise bien que la clause de succès ne s'applique qu'aux contrats qui prévoient une rémunération forfaitaire. Elle ne s'applique pas aux rémunérations dites proportionnelles. Un équilibre a été recherché entre les intérêts des éditeurs, des entrepreneurs, des producteurs et des auteurs.

Deuxième point fondamental de la réforme: la proposition fixe le statut de l'œuvre audiovisuelle qui est, en général, une œuvre collective. La proposition définit les coauteurs, elle règle les rapports entre ces coauteurs quant à l'exercice des droits d'auteur et en particulier du droit moral. La proposition donne des garanties particulières aux réalisateurs, aux metteurs en scène, par rapport aux producteurs. C'est ainsi, par exemple, que l'œuvre audiovisuelle sera réputée achevée lorsque la version définitive aura été établie de commun accord entre le réalisateur et le producteur. Ainsi encore, dans une autre disposition, il est prévu que lorsque l'œuvre audiovisuelle a été réalisée en vue d'être communiquée au public sans solution de continuité, toute interruption volontaire de la projection de l'œuvre, quelle que soit sa nature ou sa durée, ne sera permise que moyennant l'autorisation du réalisateur et du producteur, sauf si cette interruption est justifiée, motivée par les nécessités de l'information. Cette disposition est importante. Elle protège les réalisateurs, les auteurs contre les coupures pratiquées à des fins publicitaires, par exemple dans les émissions radiodiffusées. Il faudra l'accord non seulement du producteur, mais aussi du metteur en scène, ce qui est une garantie importante pour les créateurs.

En outre, l'auteur aura l'assurance, en toute circonstance, de voir respecter sa paternité d'auteur et pourra donc s'opposer à ce que son œuvre, quelles que soient les cessions qu'il ait consenties, soit publiée sous son nom ou sous un autre nom. De même, il aura le droit de s'opposer à toute altération et à toute atteinte de l'œuvre. On trouve là l'affirmation d'un principe qui a dominé toute notre conception du droit d'auteur.

La troisième innovation importante de la proposition est la reconnaissance des droits voisins, ainsi dénommés parce qu'ils sont voisins du droit d'auteur et qu'ils bénéficient aux artistes, interprètes ou exécutants, aux producteurs de phonogrammes et vidéogrammes et aux organismes de radiodiffusion.

Comme les droits d'auteur, ces droits voisins peuvent subordonner la cession des droits à une autorisation préalable, écrite, de l'artiste, exécutant ou interprète, ou du producteur, ou de l'institut de radiodiffusion.

De plus, des rémunérations sont prévues par la loi pour l'exploitation des prestations. Le texte de la loi développe de façon approfondie et nuancée, toute une série de modifications importantes, sur lesquelles je ne m'étendrai pas parce que cela prendrait un temps considérable.

La proposition comble ainsi un retard certain puisque la Belgique est l'un des rares pays européens qui n'ait pas ratifié la Convention de Rome de 1961 sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, producteurs de phonogrammes et organismes de radiodiffusion. De nombreux pays de la Communauté y ont, en effet, adhéré. Nous sommes donc à découvert et il est temps de promouvoir une nouvelle législation qui nous permette de satisfaire à des obligations ou à des intérêts internationaux.

La quatrième innovation est relative au droit sur la copie privée; son fondement est évident puisqu'il est lié au développement des moyens de reproduction, tant dans le domaine de l'écrit que celui de l'audiovisuel.

Aussi bien la copie sonore que la copie graphique, à savoir la reprographie, ont connu un formidable développement dû à la facilité de la reproduction et à sa qualité. On peut dire que, ces dernières années, la reproduction a atteint une qualité exceptionnelle. La conséquence de la capacité à reproduire et de la qualité des reproductions obtenues est une perte de revenu considérable pour les auteurs.

Certaines organisations contestent cette perte et prétendent, sans que l'on sache sur quelle base se sont appuyés les sondages qu'ils ont effectués, que les vidéocassettes qui seraient achetées ne serviraient qu'à différer la vision d'un film télédiffusé. Ainsi les auteurs ne seraient pas préjudiciés par l'emploi des vidéocassettes. L'affirmation n'est pas crédible.

En ce qui concerne la reprographie, le dommage est évident. Il faut savoir qu'aujourd'hui un ouvrage de droit, par exemple, édité en Belgique et coûtant 30 000 francs l'exemplaire, comme certains tomes du *Répertoire pratique de droit belge*, peuvent être photocopiés intégralement et parfaitement pour une somme de 1 000 francs. C'est dire l'extraordinaire perte de substance économique qu'implique l'usage de la copie privée.

Un écrivain de mes amis, Pierre Mertens, racontait il y a peu — et cela montre l'extension saisissante des pratiques de reproduction — qu'assistant à une séance de signature d'un de ses livres — si remarquables par ailleurs — il avait eu la surprise de constater qu'une de ses fidèles lectrices avait présenté à sa signature une photocopie de son dernier ouvrage. Bel hommage à l'auteur!

On a oublié, d'ailleurs, que dans notre droit actuel, la copie privée est illicite. Mais les usages ont été plus forts que la loi. L'impossibilité de contrôle a provoqué la désuétude des dispositions légales. Pourtant, la copie privée, formellement au moins, constitue toujours une contrefaçon pénalement punissable. J'insiste sur ce point, à l'intention de tous ceux qui jugent scandaleux qu'une rétribution soit demandée pour la reproduction d'une création originale.

Je n'entreprendrai pas un long débat sur le fondement du droit forfaitaire qui est institué. Cependant, les mesures contenues dans notre proposition ne constituent pas une innovation. En effet, toutes les législations européennes tendent à instaurer aujourd'hui la copie privée. C'est le cas notamment de la France, de l'Allemagne, de l'Espagne et de l'Italie. Les Pays-Bas jouissent également d'une législation sur la reprographie et débattent actuellement — comme nous — d'un projet sur l'audiovisuel. Par ailleurs, un projet de directive est également en cours d'examen au niveau européen.

La Convention de Berne, en son article 9, fonde déjà la législation à imposer la déduction d'un droit forfaitaire. Cette convention précise en effet que « les législateurs peuvent se réserver la faculté de permettre la reproduction desdites œuvres dans certains cas spéciaux » — les législateurs peuvent donc autoriser la copie privée — « pourvu qu'une telle reproduction ne porte pas atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre ni ne cause un préjudice injustifié aux intérêts légitimes de l'auteur ». C'est la raison pour laquelle toute une série de législations prévoient de limiter les dommages causés par le développement des techniques et des pratiques de copie privée.

Il est intéressant, à cet égard, de relire le livre vert sur le droit d'auteur, publié par la CEE en 1988 et intitulé *Problèmes de droit d'auteur qui appellent une action immédiate*. La Commission relève que « Bien que les appareils d'enregistrement aient été mis sur le marché depuis longtemps, leur taux de pénétration n'a jamais été aussi élevé qu'après l'apparition du magnétophone à cassette, qui est à la fois peu coûteux et d'un maniement facile ». Le livre conclut de la même manière dans le domaine de la vidéo. Les statistiques montrent en effet que la pénétration des magnétoscopes dans les ménages est en hausse dans toute la Communauté européenne, notamment en France et en Allemagne, où 30 p.c. environ des ménages possèdent au moins un tel appareil. De même, les statistiques révèlent que les ventes de vidéocassettes vierges ont constamment progressé au cours des dernières années et atteignent des niveaux particulièrement élevés en Allemagne et aux Etats-Unis.

D'après les chiffres en ma possession, de 1980 à 1988, le montant des ventes en Belgique des cassettes vidéo était passé d'un à huit millions. Il s'agit là d'une évolution tout à fait extraordinaire. Par ailleurs, il ressort d'une enquête française que 92 p.c. des enregistrements vidéo privés sont effectués à partir de la télévision et sont constitués, en majeure partie, de films de cinéma et de variétés.

Dans le livre vert, l'industrie cinématographique fait remarquer que l'enregistrement des émissions de télévision à des fins de visionnage différé était prédominant autrefois. Ce n'est plus le cas aujourd'hui où la reproduction de cassettes préenregistrées est devenue un problème préoccupant. En effet, des bibliothèques cinématographiques sont actuellement constituées à partir d'émissions de télévision. Mais ce n'est nullement un enregistrement à des fins de visionnage différé qui explique de telles pratiques.

Ces informations délivrées par la CEE et confirmées par diverses enquêtes expliquent pourquoi une directive européenne imposera très vraisemblablement dans les années à venir le principe même du droit pour copie privée.

Par ailleurs, la proposition organise les principes directeurs de la perception et de la répartition de ce droit forfaitaire mais laisse au Roi un large pouvoir d'organisateur. La répartition sera faite par des sociétés de gestion de droits entre les auteurs, les artistes exécutants et les producteurs pour les phonogrammes et les vidéogrammes qui ont été fixés pour la première fois en Belgique. Là aussi, c'est une protection accordée aux acteurs et aux artistes exécutants belges sous réserve, bien sûr, des conventions internationales, particulièrement celles qui fondent le droit européen.

En outre, cette rémunération forfaitaire prévue au bénéfice des artistes-interprètes et des auteurs est incessible. Ni l'auteur ni l'artiste-interprète ne peuvent la céder au producteur ou à l'éditeur. Il s'agit également d'une innovation importante qui protégera les auteurs; les artistes, etc.

Enfin — autre innovation importante — nous avons scindé la rémunération forfaitaire en deux masses financières. Une masse, à concurrence de 70 p.c., serait répartie par tiers entre auteurs, artistes ou exécutants, producteurs et éditeurs. Les 30 p.c. restants iront à un fonds spécial, constitué selon des modalités déterminées sur avis des Communautés. Ce fonds devrait répartir les sommes au bénéfice de la création d'œuvres, au sens de l'article 1<sup>er</sup> de la loi.

Cette disposition très importante de la proposition indique que les sociétés de gestion d'auteurs devront être associées à la gestion de ce fonds.

Cinquième caractéristique de la proposition: elle instaure un contrôle des sociétés de gestion. Beaucoup de critiques ont été formulées, souvent injustement d'ailleurs, à l'encontre des sociétés de gestion dont certains déplorent le manque de transparence ou dont ils redoutent qu'elles n'absorbent, par la multiplication de frais administratifs fort élevés, les sommes auxquelles les auteurs pourraient prétendre.

Nous avons prévu des règles visant à limiter les abus. D'abord, les sociétés d'auteurs devront être autorisées pour exercer leurs activités. Cette disposition, qui vise surtout les nouvelles sociétés d'auteurs, a pour but d'éliminer des petites sociétés ne présentant pas toujours des garanties de stabilité et de fiabilité. Ensuite, la loi

prévoit l'approbation des règlements de répartition établis par les sociétés d'auteurs. Elle prévoit aussi la nomination d'un délégué du ministre, chargé en quelque sorte de tâches d'ombudsman, qui répondra aux questions des auteurs, leur fournira les indications requises et, le cas échéant, attirera l'attention du ministre sur les abus.

Sixième et dernier point: les sanctions, les peines, qui frapperont les violations des droits consacrés par la loi, seront aggravées. Par ailleurs, nous avons prévu que le président du tribunal de première instance pourra ordonner la cessation de toute atteinte au droit d'auteur et aux droits voisins.

De même, nous avons prévu que le ministère public pourra agir d'office, sans attendre la plainte des intéressés. Cela aussi est une innovation importante.

Monsieur le Président, j'ai résumé en quelques mots le travail long et difficile accompli par la commission de la Justice, travail long mais indispensable pour que les auteurs, les créateurs culturels, les producteurs puissent bénéficier des droits qui leur sont déjà largement reconnus à l'étranger.

Une conviction a dominé notre travail. Je pense que le développement intellectuel, scientifique, artistique, d'un pays est en relation directe avec le degré de protection accordée à ses créateurs. Dans une société dominée par le changement, et donc par l'incertitude de l'avenir, l'œuvre créatrice est ce qui permet de donner un sens à la vie, une signification au changement. La loi future contribuera, je l'espère, à l'épanouissement des secteurs culturels, scientifiques aussi importants que fragiles. (*Applaudissements.*)

**De Voorzitter.** — Het woord is aan de rapporteur.

**De heer Erdman, rapporteur.** — Mijnheer de Voorzitter, indien ik nog moest worden overtuigd van het nut van het openbaar vervoer dan is dit vanmorgen zeker gebeurd.

De indiener van het voorstel van wet heeft de filosofie ervan ruim toegelicht, wat mijn taak van rapporteur uiteraard vergemakkelijkt.

Mijnheer de Voorzitter, de collega's hebben een verslag ontvangen dat ietwat afwijkt van een gewoon verslag want het draagt de vermelding: (tweede deel). Het maakt immers integrerend deel uit van het eerste verslag dat destijds, na lange besprekingen, werd goedgekeurd. De commissie was van oordeel dat het nutteloos was de besprekingen die tijdens de vorige legislatuur aan het voorstel werden gewijd te hernemen en opnieuw de hele wordingsgeschiedenis, vertrekkende van het oorspronkelijk ontwerp, nogmaals weer te geven in een verslag.

Dat geldt des te meer omdat het nieuwe voorstel dat collega Lallemand heeft ingediend in feite de door de commissie destijds goedgekeurde tekst hernam en kadert in de wordingsgeschiedenis, zodat wij ermede konden volstaan in een concordantietabel aan het einde van het verslag de evolutie weer te geven.

Mijnheer de Voorzitter, allereerst spreek ik mijn waardering en bewondering uit voor het door het secretariaat van de commissie gepresteerde werk. Onder het waakzame en dwingende oog van de voorzitter van de commissie zijn de commissiemedewerkers erin geslaagd de opeenvolgende versies van de tekst en de schakeringen van de besprekingen tot een voor de rapporteur bruikbare tekst te moduleren.

Voor een gespecialiseerd lezer van het verslag, die de wordingsgeschiedenis van de uiteindelijk goedgekeurde tekst hieruit kan afleiden, zal het duidelijk zijn welke inspanningen de diensten hebben geleverd om tot een coherent geheel te komen. Eens te meer is bewezen dat, ondanks alle inspanningen, het Parlement zonder de nodige logistieke steun de opgedragen taak moeilijk kan volbrengen.

Mijn tweede dankwoord gaat naar de bijgeroepen experten, mevrouw Doutrelepon en de heer Wangermée, die hun deskundigheid ten dienste hebben gesteld van de commissie, suggesties hebben geformuleerd, hun documentatie ter beschikking hebben gesteld en niet teruggedeinsd zijn voor het herlezen van de tekst. Zonder hun hulp was het waarschijnlijk onmogelijk geweest om het uiteindelijke doel te bereiken.

De methodologie die bij de werkzaamheden van de commissie werd gevolgd, is in het kader van onze institutionele moeilijkheden een vindingrijke wijze, om degenen die niet veroordeeld zijn een dubbele pet te dragen, uit te nodigen het voorbereidend werk te doen dat het uw commissie mogelijk moet maken uiteindelijk beslissingen te nemen, knopen door te hakken en de voltallige Senaat een coherente tekst voor te leggen.

Een werkgroep werd opgestart die samen met de voornoemde experts, vertrekkende van de opmerkelijke tekst van collega Lallemand na rijp beraad en na vele vergaderingen, de basistekst hebben herschreven, aangevuld en omgevormd. Het strekt de indiener tot eer dat hij in de loop van de discussie verschillende standpunten, die vooraf door hem als principeel werden ingenomen, heeft gewijzigd, rekening houdend met de mening van anderen.

In de structuur van het verslag werd deze evolutie ook gevolgd zodat de aandachtige lezer telkens kan vertrekken van de oorspronkelijk ingediende tekst, de weergave vindt van de verschillende discussies die soms aanleiding waren tot het herformuleren van bepaalde artikelen die reeds als afgehandeld werden beschouwd, om dan artikel per artikel de resultante te vinden van de vele besprekingen.

Dit heeft ons genoodzaakt in het verslag de oude nummering, die vertrok van het oorspronkelijk voorstel, te behouden en het na hernummering door middel van concordantietabellen voor de lezer mogelijk te maken de goedgekeurde tekst terug te vinden in het verslag onder de oude nummering.

De huidige wet op het auteursrecht die dateert van 1886, voldoet niet meer. Een globale herziening was dan ook wenselijk. Ook de internationale omstandigheden maken een aanpassing noodzakelijk. Zo werd de Conventie van Rome van 26 oktober 1961 inzake de bescherming van uitvoerende kunstenaars, producenten van fonogrammen en omroeporganisaties, door België nooit geratificeerd. Ook de in Parijs herziene versie van de Conventie van Bern werd door ons land nog niet bekrachtigd.

Toch wordt de hervorming van de wetgeving niet enkel ingegeven door technische omstandigheden, ook door economische en maatschappelijke ontwikkelingen waarbij verschillende groepen zijn betrokken: de auteurs, de uitvoerende kunstenaars, de industrie die van het werk van de auteurs gebruik maken en *last but not least* het publiek. Deze ontwikkeling plaatst ons voor een aantal beleidskeuzen. De overheid heeft tot taak de creaties op het gebied van kunst en wetenschap aan te moedigen.

Het auteursrecht dat de maker van een oorspronkelijk werk een aantal rechten verleent, kan daartoe een instrument zijn. De exploitatie van het auteursrecht is geenszins een louter individuele aangelegenheid. Diverse industrieën en partijen zijn erbij betrokken. De vrije beschikking van een auteur over de rechten met betrekking tot zijn werk moet dan ook ingevolge deze maatschappelijke realiteit enigszins worden gerelativeerd. Daarom dient werk te worden gemaakt van de rechtspositie van de auteur.

Rekening houdend met de wetenschappelijke werkzaamheden werd het nuttig geacht aan dit verslag verschillende teksten als bijlage toe te voegen, enerzijds om de wetenschappelijke basis van de bespreking aan te tonen, anderzijds, om een handleiding te hebben bij de besprekingen evenals een uitleg voor de uiteindelijke opties.

Deze materie is verwant met vele takken van het recht. Zo zitten we met het eigen recht van de maker — een term die sommigen misschien zal verbazen, maar geïnspireerd is op de Nederlandse wetgeving die in deze materie «maker» verkoos boven «auteur» — en met de contracten volop in het burgerlijk recht. Het voorstel streeft een duidelijke omlijning van de begrippen roerend recht-auteursrecht en moreel recht-auteursrecht na. Inpikkend op de actualiteit en ter aanvulling van wat in het verslag werd opgenomen met betrekking tot de kosteloze privé-uitvoeringen in familiering, is het nuttig te verwijzen naar de antwoorden van de minister van Justitie op verschillende parlementaire vragen verschenen in het bulletin van *Vragen en Antwoorden* van de Kamer van 13 augustus 1991. Deze antwoorden kaderen in de huidige wetgeving.

Wie de materie in haar geheel wil zien, moet niet alleen rekening houden met de vergelijkende studies van de buitenlandse wetgeving, maar ook met de dwingende EG-richtlijnen. In de loop van de discussie moest de tekst met betrekking tot computerprogramma's trouwens helemaal worden aangepast aan de inmiddels verschenen Europese richtlijn. Terloops zij aangestipt dat het niet altijd zo eenvoudig is de Europese wetgeving in een nationale wet te vertalen. Zo heeft de commissie in artikel 16, nieuwe nummering, de term *interopérabilité* moeten vertalen door comptabiliteit. Maar ook deze term kan nog tot verwarring aanleiding geven.

Het zal niemand verwonderen dat ook het economisch recht, het vennootschapsrecht en het strafrecht raakvlakken hebben met deze materie. Maar het is wellicht onze eigen institutionele structuur die gemaakt heeft dat men op verschillende plaatsen en in verscheidene besprekingen rekening heeft moeten houden met de institutionele structuur van ons land.

In dit verband is het nuttig even te verwijzen naar de artikelen 3 en 66, nieuwe nummering. In het oorspronkelijke voorstel had de indiener het idee geopperd een deel van het auteursrecht of een deel van de vergoeding vastgesteld voor de reproductie van werken — en nu treed ik niet in details — te storten aan de Gemeenschappen ten einde de schepping en de verspreiding van kunstwerken alsmede de opleiding van kunstenaars te steunen en aan te moedigen.

In de loop van de discussie werd er herhaaldelijk op gewezen dat het erg moeilijk is dit in een nationale wetgeving op te nemen. Men moet immers rekening houden met de dwingende constitutionele regels en met de bijzondere regels vastgelegd in de financieringswet. In een uitvoerige nota, die integraal in het verslag is opgenomen, werd daarom een ontleding gemaakt van de beoogde doelstelling en de mogelijke institutionele oplossingen die daaraan kunnen worden gegeven. De auteur van deze nota suggereert daarin een oplossing langs een samenwerkingsakkoord. Toch heeft de commissie uiteindelijk moeten inzien dat een wijziging van de financieringswet langs deze weg niet kan worden ingelast, vermits men dan nationaal geïnde fondsen zou moeten overdragen aan de Gemeenschappen en dat men onmogelijk enige garantie kan opnemen dat de bestemming van de aan de Gemeenschappen overgedragen fondsen door de nationale wetgever kunnen worden beperkt tot doelstellingen door de nationale wetgever vastgelegd.

In de verdere bespreking van wat ik het tweede voorstel-Lallemand durf te noemen, werd uiteindelijk een nieuwe formule aangenomen die wordt weergegeven in artikel 66, paragraaf 2, nieuwe nummering.

Dit voorstel werd uitgewerkt naar analogie van de wetgeving inzake de Nationale Loterij en houdt in dat pas na advies van de Gemeenschapsexecutieven een toewijzingsregeling kan worden uitgewerkt. Het oorspronkelijk doel werd dus wel bereikt ook al werd het in een sterk gewijzigde wettelijke vorm beschreven.

Bij het begin van de bespreking werd de vraag gesteld of de eigen bevoegdheden inzake auteursrecht van de Gemeenschappen niet in conflict komen met de nationale bevoegdheid ter zake. Ook de Raad van State heeft deze problematiek reeds herhaaldelijk onderzocht.

*De heer Mouton, ondervoorzitter, treedt als voorzitter op*

In de loop van onze discussie werd duidelijk dat de nationale wetgever wel het auteursrecht kan regelen, maar dat de overbrugging tussen nationale wet en bevoegdheid van Gemeenschappen op cultureel vlak zeker niet zo eenvoudig kan worden opgelost als oorspronkelijk werd gedacht. Dezelfde problematiek kwam opnieuw aan bod bij het leenrecht en bij de bepalingen betreffende de omroeporganisaties.

Vooruitlopend op de bespreking van de ingediende amendementen vestig ik nu reeds de aandacht op één van die amendementen betreffende de omroeporganisaties. Ook hier ligt die problematiek uiterst complex en moet rekening worden gehouden met het decreet van de Vlaamse Gemeenschap dat de kabelmaatschappijen oplegt bepaalde uitzendingen op zich te nemen en uitzendingen van bepaalde omroeporganisaties over te nemen. In

dit voorstel wordt dan weer aan de omroeporganisaties een beperkend recht toegekend, wat dus tot contradicties kan leiden en een nieuwe toetsing in het kader van ons institutioneel bestel noodzakelijk kan maken.

Langs een omweg kwam ook het sociaal recht ter sprake toen de indiener van het voorstel, vertrekkend van de idee dat de maker van een werk een bijzonder voorrecht betreffende het auteursrecht moet genieten, vaststelde dat dit voorrecht eigenlijk gelijklopend is met dat van arbeiders en bedienden, dat is vastgelegd in de hypotheekwet van 16 december 1851. Ook hierover werden uitvoerige analyses gemaakt, die in het verslag werden opgenomen. De commissie heeft uiteindelijk beslist in artikel 46, nieuwe nummering, het probleem op te lossen door een nieuw voorrecht op te nemen dat echter niet langer concurrentieel is met de bestaande voorrechten van arbeiders en bedienden, enerzijds en/of sociale instellingen, RSZ-fondsen voor sluiting van ondernemingen en dergelijke, anderzijds.

Ook hier weer een kleine randopmerking bij een pas rondgeleed amendement, dat in het kader van de bepalingen van het huidige artikel 2 een nieuwe structuur bepleit. Naar mijn oordeel zullen zich hier eens te meer problemen van sociaal recht voordoen, gezien daarin nieuwe formules voor het tot stand komen van collectieve arbeidsovereenkomsten worden opgenomen. Daardoor zullen wij misschien voorafgaand het advies van de Nationale Arbeidsraad moeten inwinnen, met alle gevolgen van dien. Ik waarschuw dus voor dergelijke avonturen.

Het voorstel behandelt het probleem van de uitoefening van het auteursrecht op oorspronkelijke werken die tot stand zijn gekomen in uitvoering van een arbeidsovereenkomst of een reglementair statuut. Terecht heeft de senaatscommissie geopteerd voor een oplossing die aansluit bij de heersende rechtsleer. De voorgestelde oplossing verschilt grondig van wat geldt inzake het lot van andere individuele eigendomsrechten die in dienstverband ontstaan. Zulks is volkomen onverantwoord, gelet op het belang van de persoonlijke creatieve inbreng van de maker bij het auteursrecht. Het bestaan van een arbeidsovereenkomst of van een reglementair statuut brengt geen vermoeden van overdracht van dit auteursrecht met zich. Zulks zou ingrijpend zijn voor de rechten van de werknemer.

Wel kan worden aanvaard dat onder bepaalde voorwaarden van dit beginsel wordt afgeweken. Wij denken onder meer aan de creaties die in het kader van activiteiten van de openbare omroep tot stand worden gebracht. Daarom kan worden aangenomen dat in het kader van arbeidsovereenkomsten van onbepaalde duur of van een reglementair statuut uitdrukkelijk wordt gestipuleerd dat de vermogensrechten op dergelijke werken worden overgedragen. Daarbij is het van belang dat deze rechten slechts kunnen worden overgedragen indien de werken tot stand komen in het kader van activiteiten waarin het contract of het statuut voorziet en dat deze bestaan in de regelmatige en opeenvolgende vervaardiging van werk. Hierin kan alleszins niet verder worden gegaan. Op werken die toevallig tot stand zijn gekomen moet de werknemer zijn rechten onverkort kunnen laten gelden. Voor de computer-software geldt een andere oplossing, dit in het licht van de toepassing van de EG-richtlijn. De vermogensrechten op software die door de werknemer wordt ontwikkeld in de uitoefening van zijn taak of in opdracht van zijn werkgever, zullen aan deze laatste toekomen.

Het lijkt ons ook van belang dat van de gelegenheid gebruik wordt gemaakt de morele rechten van de auteur te verduidelijken. Deze rechten zijn kenmerkend voor de aard van het auteursrecht. Zij zijn verbonden met de persoon van de maker en kunnen niet worden vervreemd. Het voorstel gaat hierin zeer ver. Onder meer het recht om het werk al dan niet bekend te maken, het paterniteitsrecht, het recht op eerbied voor zijn werk en zelfs het berourecht worden omschreven. In verband met het berourecht dienen uiteraard ook de rechten van de verkrijger van het werk in acht te worden genomen.

In de tekst werden bepalingen opgenomen met betrekking tot het volgrecht ten voordele van de kunstenaar bij de openbare verkoop van werken van beeldende kunsten. Zoals gekend worden de tarieven die bij deze verkopen op de netto verkoopprijs worden geheven, soms aan kritiek onderworpen. Te hoge tarieven zouden de kunsthandel afremmen. Daarbij wordt maar al te

graag verwezen naar kunstcollecties die de Belgische markt verlaten om in het buitenland, bijvoorbeeld in Londen, onder gunstiger voorwaarden te worden verhandeld. Wij zijn nochtans van mening dat hier een maatschappelijke keuze moet worden gemaakt. Wij herinneren eraan dat het volgrecht een auteursrecht is met een bijzondere sociale functie. Het werd ingesteld met de bedoeling de maker van een kunstwerk mee te laten profiteren van latere waardestijgingen. De prijzen van kunstwerken kunnen soms aanzienlijk oplopen, terwijl de kunstenaar er oorspronkelijk vaak slechts weinig voor heeft ontvangen. Wij wensen er bijgevolg voor te pleiten dat het volgrecht zijn volle betekenis blijft behouden.

Wij vestigen er eveneens de aandacht op dat het voorstel uiteindelijk een oplossing geeft voor het probleem van de bloemlezingen die in het onderwijs worden gebruikt, zonder dat daarvoor een vergoeding wordt gegeven. Reeds lang wordt door auteurs geëist dat het gebruik van hun werk voor dergelijke verzamelingen slechts met hun toestemming zou gebeuren. In het voorstel wordt met deze eis rekening gehouden.

Mijnheer de Voorzitter, het is zeker niet de bedoeling in dit mondelinge verslag een volledige tekstanalyse te maken. Zoals reeds werd gezegd, is de tekst zogenoemd en tevens herhaaldelijk verbeterd dat het moeilijk zou zijn in dit korte tijdsbestek een samenvatting te geven van alle elementen die in het wetsvoorstel werden opgenomen. De ter zake bestaande wetgeving werd trouwens in het verslag opgenomen en bewijst reeds hoe uitvoerig in deze materie werd geëligereerd.

De basiswet van 22 maart 1886 was in haar tijd ontegensprekelijk één van de meest progressieve. Zoals door de indiener echter werd vooropgesteld is door de toenemende industrialisering van de cultuur en door de ontwikkeling van nieuwe technieken een wijziging noodzakelijk geworden ten einde de makers en ook de uitvoerende kunstenaars en de producenten te beschermen, betere bestaans- en exploitatievoorwaarden te garanderen en een halt toe te roepen aan piraterij.

Uiteindelijk werd in dit wetsvoorstel de materie volledig herzien en aangepast aan de actualiteit. In sommige artikelen wordt zelfs allusie gemaakt op vandaag nog onbekende technieken.

Zonder een volledige inhoudelijke analyse te willen geven van de fundamentele wijzigingen die werden aangebracht, stip ik toch een aantal belangrijke elementen aan.

Ten eerste, een belangrijke verlenging van de beschermingsduur tot 70 jaar na het overlijden van de auteur.

Ten tweede, aandacht voor nieuwe vormen van werken die door het auteursrecht worden beschermd, onder meer het audiovisuele werk.

Ten derde, aanpassing van de Belgische wetgeving aan de vereisten inzake bescherming van software. Dit was noodzakelijk in het kader van de harmonisering van de wetgeving in de lidstaten van de Europese Gemeenschap.

Ten vierde, de wettelijke bepalingen betreffende de contracten inzake auteursrecht worden geregeld. De wetgever moet regelen optreden ten einde de auteur een grotere vrijheid van beschikking over zijn werk te waarborgen. De rechtsregels inzake de overdracht van auteursrechten zijn van groot belang, evenals het feit dat van de gelegenheid gebruik werd gemaakt om bepaalde contracttypen, namelijk het uitgavencontract en het opvoeringscontract te reglementeren.

Ten vijfde, de naburige rechten zullen uiteindelijk worden erkend. Dit moet toelaten bepaalde prestaties te beschermen die niet kunnen worden beschouwd als werken die onder de auteursrechten vallen. Het betreft onder meer de taak en de opdracht van de uitvoerende kunstenaars. Met de erkenning van deze rechten zal internationaal een inhaalbeweging worden gemaakt en kan de Conventie van Rome betreffende de bescherming van uitvoerende kunstenaars, producenten van fonogrammen en omroeporganisaties, die reeds in 1969 werd ondertekend, worden bekrachtigd.

Ten zesde, het wetsvoorstel brengt een oplossing voor het probleem van de thuiskopieën of de reproductie van geluids- en audiovisuele werken door particulieren voor eigen gebruik.

Ten zevende, een regulering inzake het beheer van de rechten van de auteur komt tot stand.

Ten achtste, een aanpassing van de strafsancities betreffende de overtreding van het auteursrecht wordt gerealiseerd.

Rekening houdend met de moderne evolutie en met de technische revolutie in de cultuur en in de exploitatie ervan, werden de auteursrechten specifiek voor letterkunde, computerprogramma's, muziekwerken, beeldende kunst en audiovisuele werken door afzonderlijke teksten geregeld, waarbij men oog had voor de harmonisatie van de teksten onderling.

Terwijl het voorstel oorspronkelijk de regels betreffende inhoud en vorm van het uitgavecontract had omljnd, werd tijdens de bespreking vastgesteld dat ook het opvoeringscontract moest worden ingelast.

Specifieke regels in verband met de reprografie werden duidelijk omljnd, terwijl andere parlementaire initiatieven in de loop van de discussie moesten worden aangehouden aangezien geen overeenstemming kon worden bereikt tussen deze voorstellen en de tekst van het wetsvoorstel.

Dezelfde oplossing werd trouwens gekozen met betrekking tot de specifieke problemen die de kabeldistributie had opgeworpen.

De commissie heeft zich zeer uitvoerig gedocumenteerd en werd door verscheidene verenigingen, auteurs en uitvoerende kunstenaars voorgelicht. Men zal in het verslag overigens geregeld allusies vinden op soortgelijke informatie. De inspiratie voor bepaalde teksten kan in deze standpunten worden teruggevonden. Daarom werd bij het verslag een lijst gevoegd van allen die terecht hebben gemeend de commissie te moeten voorlichten. Een bijzonder woord van dank gaat dan ook naar allen die zo hebben bijgedragen tot de realisatie van dit grootse project.

Enieder zal de tekst ongetwijfeld door zijn eigen bril bekijken. Sommigen zullen misschien op het laatste ogenblik hun eigen belang laten doorwegen om correcties aan dit evenwichtige voorstel door te drukken. Rekening houdend enerzijds, met het feit dat een evenwicht werd nagestreefd en anderzijds, met de sociale benadering van het geheel van het voorstel, moeten wij ons ervoor hoeden dat vanuit bepaalde hoek en in een bepaalde optiek het gehele werk niet op de helling wordt gezet door partiële correcties die eigen belang of partiële belangen kunnen dienen.

In overeenstemming met internationale overeenkomsten en naar analogie met wat in de wetgeving van onze buurlanden is bepaald, vertrekt men van het volkomen wettig karakter van een kopie voor eigen gebruik en werd een regeling uitgewerkt waarbij aan de maker, de uitvoerende kunstenaar en de producent van fonogrammen en videogrammen een vergoeding wordt toegekend die een percentage is van de verkoopprijs die door de fabrikant of de invoerder wordt geïnd bij het in de handel brengen van onbespeeld beeld- en geluidsmateriaal.

Een volledig hoofdstuk van dit wetsvoorstel is gewijd aan de erkenning van de rechten die gewoonlijk als nevenrechten van het auteursrecht worden beschouwd, dit wil zeggen de rechten van de uitvoerende kunstenaar, van de producent van fonogrammen of videogrammen en van de omroeporganisaties.

Terloops stip ik aan dat de problematiek van het produceren van fonogrammen en/of videogrammen tot driemaal toe opnieuw werd bestudeerd. Dit was voor uw rapporteur een aanleiding om de drie verschillende besprekingen afzonderlijk in het verslag op te nemen om aldus de evolutie ervan duidelijk te maken.

Bijzondere aandacht ging naar de auteursrechtenbureaus die de vorm van een vennootschap moeten aannemen. Hierbij werd een degelijk controlemechanisme ingebouwd, niet alleen dank zij het kader van de vennootschapsvorm, maar ook dank zij het waakzaam toezicht van de minister die bevoegd is voor auteursrechten. Tijdens de besprekingen werden de teksten die van toepassing zijn op de verzekeringsinstellingen gebruikt om een systeem van erkenning en toezicht te ontwikkelen.

De werkzaamheden van de commissie hebben volkomen een antwoord gegeven op de bekommelingen van de indiener, collega Lallemand, die hebben geleid tot het opstellen van zijn oorspronkelijk voorstel. Het was immers zijn doel de intellectuele schepping te bevorderen door steun te verlenen aan de makers en daardoor bij te dragen tot de sociale, economische en culturele ontwikkeling en de noodzakelijke investeringen voor het produceren van cultuurgoeieren te beschermen.

Mijnheer de Voorzitter, hoewel artikel 14 van het wetsvoorstel duidelijk bepaalt dat er geen auteursrechten op officiële akten van de overheid bestaan, zou het een prachtige examenvraag zijn te bepalen aan wie de auteursrechten op het wetsvoorstel zoals het nu is ingediend, toekomen. Onmiskenbaar is de indiener en voorzitter van de commissie, collega Lallemand, een maker, maar ook alle leden van de werkgroep en niet het minst de geraadpleegde experts en leden van het secretariaat, die grote inspanningen hebben geleverd, kunnen als medeëigenaar worden bestempeld. Het auteursrecht zou volgens artikel 7 onverdeeld zijn. Mag ik in het licht van dit artikel en bij wijze van boutade verklaren dat onder allen aan wie dank verschuldigd is, geen gebrek aan eensgezindheid bestaat. Niemand wil het alleenrecht op dit voorstel. Allen hebben de betrachting dit uitstekend parlementair werk tot een goed einde te brengen. Het is in elk geval een bewijs van het feit dat de Senaat zijn naam waardig is en goed wetgevend werk kan afleveren. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Cerexhe.

M. Cerexhe. — Monsieur le Président, la proposition de loi que nous discutons aujourd'hui est d'importance puisqu'il s'agit de réformer et de refondre une loi plus que centenaire, à savoir la législation sur le droit d'auteur.

Nous avons, je crois, une triple raison de nous réjouir. Tout d'abord, parce que cet important travail qui nous occupe est le résultat d'une initiative parlementaire due à notre collègue M. Lallemand — nous faisons aujourd'hui la démonstration que les parlementaires et le Parlement peuvent être à l'origine de réformes fondamentales. Ensuite, parce que la proposition soumise à notre examen est le fruit d'un compromis que je considère comme harmonieux et équilibré. Il est exact que les lobbies se sont déchaînés — pour employer un terme un peu excessif —, que nous avons tous subi des interventions multiples et diversifiées, mais au terme de deux années de discussion, nous avons trouvé le point d'équilibre qui, d'une manière générale, donne satisfaction à la plupart de ceux qui sont intéressés par la protection du droit d'auteur et des droits voisins.

Satisfaction, enfin, parce que la loi de 1886 est restée d'application pendant près de cent six années, malgré un environnement socio-économique et culturel totalement différent. A la fin du dix-neuvième siècle, on ne connaissait ni les enregistrements ni les techniques modernes d'impression d'une œuvre littéraire ou artistique. Et si cette législation n'est pas apparue totalement anachronique, au point que certains estimaient encore qu'elle ne devait pas être modifiée, c'est, d'une part, grâce à la jurisprudence qui a fait preuve d'un esprit créateur et qui a su adapter ce texte à l'évolution technique et culturelle et, d'autre part, grâce au législateur de 1886 qui avait opté pour une méthode d'approche très générale, très abstraite et très conceptuelle, rejetant une approche de type casuistique ou empirique.

A mes yeux, le nouveau texte se révélera également très positif à cet égard. Nous avons refusé d'entrer dans l'analyse de toutes les situations qui peuvent se présenter en matière de droit d'auteur, laissant, demain, à la jurisprudence le soin d'appliquer ce texte aux cas particuliers et concrets qui ne manqueront pas de surgir et de l'interpréter si certaines zones d'ombre devaient apparaître.

Je n'aborderai pas l'analyse du texte dont l'auteur, M. Lallemand, nous a rappelé tout à l'heure les grandes lignes, mais je voudrais tout de même saluer l'immense travail accompli par notre rapporteur avec toute la rigueur que nous lui connaissons.

Je formulerais deux interrogations. La première est relative au caractère international de la protection dans le domaine du droit d'auteur. Nous savons tous que, depuis toujours, cette matière ne se laisse pas enfermer dans le cadre d'un ordre juridique déterminé mais qu'à travers de nombreuses conventions auxquelles notre pays a adhéré, elle a fait l'objet de réglementations au niveau international.

Aujourd'hui, dans le cadre européen, en matière de « propriété intellectuelle » au sens le plus large du terme, en matière de droits industriels — brevets, marques — et de droits d'auteur, la nécessité et le besoin de légiférer sont de plus en plus ressentis car la liaison entre le domaine des droits intellectuels et la libre circulation des personnes, des services et des marchandises devient de plus en plus étroite. Nous avons d'ailleurs déjà transposé les dispositions d'une directive communautaire relative à la protection des logiciels, dans la proposition que nous discutons.

Il convient néanmoins de savoir que, demain, nous disposerons de nouvelles directives. Nous avons déjà sur la table une proposition de directive relative aux droits de location et de prêt et à certains droits voisins. Par ailleurs, je sais que des propositions sont à l'étude dans de nombreux autres domaines. En lisant les considérants de cette dernière proposition de directive, je me rends compte que les autorités communautaires appréhendent désormais l'ensemble des droits intellectuels en vue de l'élaboration d'une législation quasi uniforme: « Considérant que la protection juridique, que la législation et les usages des Etats membres assurent aux œuvres couvertes par le droit d'auteur, diffère et que ces différences sont de nature à créer des entraves aux échanges ainsi qu'à la réalisation et au bon fonctionnement du marché intérieur... ».

Devant cette évolution du droit communautaire, certains se sont, à juste titre, interrogés sur la nécessité de modifier, aujourd'hui, notre législation de 1886. N'était-il pas préférable d'attendre le développement de l'ensemble des directives communautaires? Il est en effet certain que ces nouvelles directives nous contraindront, demain, à modifier la législation que nous réformons aujourd'hui. Ces modifications subséquentes deviendront certainement une source d'insécurité juridique.

Malgré ce développement au niveau européen, je pense qu'il était temps que nous apportions des changements à la législation de 1886: outre le fait qu'elle était lacunaire sur un certain nombre de points techniques, il fallait assurer, le plus rapidement possible, une protection plus efficace aux auteurs, artistes et interprètes.

Nous devons néanmoins être vigilants lorsque nous serons appelés à négocier les prochaines directives européennes. Nous ne devons pas perdre de vue — nous l'avons bien senti lors des discussions relatives à la transposition de la directive en matière de protection des logiciels — que si la directive implique une identité quant au résultat à atteindre, elle laisse aux Etats la liberté quant à la forme et aux moyens. Je voudrais, à cet égard, insister pour que ceux qui sont appelés à négocier ces directives au niveau européen, n'en arrivent pas à créer une espèce d'identité entre directive et règlement, mais prennent bien conscience que la directive doit laisser une marge d'appréciation aux Etats.

Ma seconde interrogation porte sur le devenir de la compétence en matière de droit d'auteur dans le cadre d'une accentuation de la fédéralisation de l'Etat. Si, dans l'état actuel de notre droit et malgré des interprétations parfois audacieuses de la notion de compétence implicite, il paraît difficile de contester que les autorités nationales — la Cour d'arbitrage ainsi que le Conseil d'Etat l'ont d'ailleurs confirmé — restent compétentes en matière de droit d'auteur, certains considèrent que, dans le cadre d'une avancée fédérale de l'Etat, il serait souhaitable que les Régions et/ou les Communautés soient, à l'avenir, compétentes dans le domaine des droits intellectuels, étant donné l'intime liaison existant entre cette matière et la matière économique, de compétence régionale, de même que la matière culturelle, de compétence communautaire.

Je voudrais formuler deux observations concernant ce problème de la compétence.

Tout d'abord, dans tous les Etats fédéraux, qu'il s'agisse de l'Autriche, de l'Espagne ou de l'Allemagne, la matière des droits intellectuels — notamment des droits d'auteur — est de compétence fédérale, au moins pour ce qui est des principes fondamentaux, c'est-à-dire de l'organisation de base.

Ensuite, compte tenu de l'intime liaison existant entre, d'une part, la réglementation des droits intellectuels et, d'autre part, la libre circulation des personnes, des services et des marchandises, c'est-à-dire de l'Union économique et de l'unité monétaire qui, en vertu de l'article 6 de la loi du 8 août, restent de compétence nationale, je ne crois pas que l'on puisse envisager de régionaliser ou de communautariser la matière des droits intellectuels, ce qui n'exclut pas que puissent se développer des politiques culturelles en faveur des artistes, des auteurs et des interprètes, politiques qui varieraient d'une Communauté à l'autre.

J'en ai ainsi terminé avec les quelques considérations que je voulais émettre au moment où nous discutons cette importante proposition de loi de notre collègue M. Lallemand. Il s'agit, malgré quelques imperfections techniques — mais la perfection n'est pas de ce monde — d'une importante réforme que nous allons introduire dans notre droit.

Avant de terminer, je voudrais poser une question — un peu tardive, il est vrai — à propos d'une disposition. En relisant, hier, le texte que nous avons adopté en commission et plus spécialement l'article 56, je me suis, en effet, interrogé. L'article 56 se trouve dans la section « Dispositions communes relatives aux artistes-interprètes ou exécutants et aux producteurs de phonogrammes ».

Ce texte dit ceci: « Sans préjudice du droit des auteurs, l'utilisation de phonogrammes, lorsqu'elle a lieu conformément à l'article 55, donne droit, quel que soit le lieu de la fixation, à une rémunération équitable au profit des artistes-interprètes ou exécutants et des producteurs. » Je n'éprouve aucune difficulté à la lecture de ce texte.

L'alinéa 2 prévoit que « la rémunération est versée par les personnes qui utilisent les phonogrammes aux sociétés de gestion des droits, visées au chapitre VI de la présente loi ». Pas de difficulté.

La difficulté surgit à la lecture de l'alinéa 3 qui est ainsi libellé: « A défaut d'accord dans les six mois de l'entrée en vigueur de la loi entre ces sociétés de gestion de droits et les organisations représentant les débiteurs de cette rémunération, celle-ci est déterminée par une commission présidée par un magistrat désigné par le président du Tribunal de première instance de Bruxelles. »

A la lecture de ce texte, je me suis demandé dans quelle mesure nous pouvions faire fi du pouvoir que notre Constitution donne au Roi de prendre les arrêtés et règlements nécessaires pour l'exécution de la loi.

N'est-il pas un peu contradictoire que nous chargions une commission de faire œuvre réglementaire alors que, dans d'autres textes de cette même proposition, où il est également question de rémunération, il est très clairement précisé que cette charge revient au Roi par arrêté royal.

Je n'ai pas déposé d'amendement. Je vous invite toutefois à réfléchir, mes chers collègues, car il ne faudrait pas que, cette commission prenant la réglementation ici prévue, on émette des doutes quant à la constitutionnalité de la rémunération envisagée.

Sous réserve de cette observation extrêmement limitée, le groupe PSC approuvera, sans la moindre réserve, cette proposition, considérant qu'elle apporte aux artistes, aux interprètes et aux exécutants une protection plus efficace. (*Applaudissements.*)

**De Voorzitter.** — Het woord is aan de heer Van Belle.

**De heer Van Belle.** — Mijnheer de Voorzitter, vandaag wordt in deze Hoge Vergadering een wetsvoorstel besproken waaraan de leden van de huidige, maar vooral van de vorige commissie voor de Justite en niet in het minst de voorzitter ervan, de heer Lallemand, hard hebben gewerkt.

Dit wetsvoorstel betreffende de auteursrechten zal de oude wet van 22 maart 1886, die nu reeds meer dan een eeuw dienst heeft gedaan, vervangen. Dat was trouwens een noodzaak.

De huidige wet gold in haar tijd als een voorbeeld in Europa, maar de technische vooruitgang en de industrialisering van de kunst hebben gemaakt dat deze wet ontoereikend was voor onze huidige maatschappij.

De dragers van muziek en film hebben een enorme wijziging ondergaan. Vroeger was een partituur, de enige mogelijkheid om muziek over te dragen aan het nageslacht. Nu is dat geëvolueerd via fonogrammen en cassettes naar CD's.

De nood aan nieuwe wetgeving bestond reeds langer. Het hier behandelde wetsvoorstel van de heer Lallemand dateert dan ook van 1988. De problematiek bleek ingewikkelder dan oorspronkelijk werd gedacht. Er werd een werkgroep opgericht die schitterend werk heeft geleverd. De uiteindelijke tekst is in de commissie voor de Justitie van de vorige legislatuur unaniem goedgekeurd. In deze legislatuur heeft de PVV-fractie zich onthouden. Alleen de voortijdige ontbinding van de Senaat in oktober vorig jaar heeft de goedkeuring van het voorstel in deze vergadering verhinderd. De commissie voor de Justitie heeft gelukkig zeer snel de draad weer opgepakt.

In mijn uiteenzetting wil ik dieper ingaan op een aantal problemen en de hiervoor gevonden oplossingen die mij belangrijk lijken.

Een eerste belangrijk probleem rees inzake de auteursrechten van de makers die hun werk tot stand hebben gebracht in het kader van een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd of van een reglementair statuut. De oude wetgeving bevatte hiervoor geen regeling. Rechtsleer en rechtspraak waren niet eensgezind over de problematiek. De recentere rechtsleer en soms de rechtspraak waren de auteursrechten nochtans goedgezind, maar de toestand was onzeker.

Deze wet kent de vermogensrechten verbonden aan het werk toe aan de maker, ook indien het werk tot stand kwam in het kader van een arbeidsovereenkomst of een reglementair statuut. De morele rechten komen natuurlijkerwijze eveneens toe aan de maker. Elke afwijking van dit principe, dus elke overdracht van auteursrechten, moet gebeuren bij geschreven contract en bij elke discussie restrictief dient dat te worden geïnterpreteerd. Een duidelijke regeling dus. Een uitzondering op de regel dat de maker ook de houder van de auteursrechten is, geldt ten aanzien van de auteursrechten op computerprogramma's die toekomen aan de persoon in wiens dienst de gestelde programma's zijn opgesteld.

Auteursrechten hebben een internationale dimensie. Grote kunstwerken leiden ook een leven in het buitenland. Ik denk hier aan een goed boek en aan beroemde muziekwerken. Hun internationale betekenis heeft dan ook vorm gekregen in verdragen en conventies. In deze context is de duur van de auteursrechten verlengd tot 70 jaar, met uitzondering voor computerprogramma's. Hier is de duur beperkt tot 50 jaar gezien hun snelle veroudering. Met de verlengde duur van de auteursrechten wil de Belgische wetgeving deze van de meeste Europese landen benaderen, om op die manier de problemen inzake bescherming van een werk in het buitenland zo klein mogelijk te maken.

De technische vooruitgang en de exploitatie van kunstwerken hebben nieuwe problemen gecreëerd. Meer dan vroeger ontstaan kunstwerken door de artistieke bijdragen van vele kunstenaars met verschillende kwaliteiten, en het is juist de symbiose van deze bijdragen die maakt dat het werk een kunstwerk wordt.

Bij een film dragen velen bij tot het ontstaan van één meesterwerk: de regisseur, de scenarioschrijver, de bewerker, de tekstschrijver, de maker van de muziek: mensen die allen een fundamentele artistieke basisbijdrage hebben geleverd en die volgens deze wet auteursrechten verdienen. Daarom moesten regels worden gevonden om hun onderlinge verhoudingen vast te stellen, opdat de makers bij het uitoefenen van hun rechten de hele produktie niet op het spel zouden zetten.

Naast de rechten van de gezamenlijke makers, heeft deze wet voorzien in een regeling voor de naburige rechten. De rechtsleer erkende immers reeds lang het bestaan van rechten van personen of ondernemingen die, zonder het eigenlijk auteurswerk te scheppen, toch als uitvoerend kunstenaars die het kunstwerk een bijkomende artistieke dimensie verlenen een zekere bescherming verdienen.

In vele van de ons omringende landen was de bescherming van deze rechten reeds opgenomen in het positief recht. Vandaag is het de beurt aan België.

De technische vooruitgang heeft tevens een probleem van andere aard aan de oppervlakte gebracht, namelijk dit van de reproductie, of meer in de termen van de handel gezegd, de piraterij. Naar schatting worden in België jaarlijks zo'n 10 miljoen kopieën gemaakt, een probleem van enige omvang dus.

Het probleem bestaat in belangrijke mate voor geluids- of audiovisuele werken. De goedkope aard van de reproductie vormt een aanzienlijk verlies voor wie zijn inkomsten haalt uit de commercialisering ervan. Er moesten dan ook maatregelen worden getroffen. Men heeft het verlies willen compenseren door de rechthebbenden een vergoeding toe te kennen op de apparaten en de dragers waarmee de reproductie geschiedt.

Deze vergoeding wordt uiteindelijk betaald door de consument. Uit enquêtes is gebleken dat de consument zowel op audiovisueel vlak als op het vlak van de video hoofdzakelijk voor eigen gebruik kopieert, dus enkel kopieert om een programma te laten bekijken of te beluisteren. Met andere woorden de auteursrechten worden eigenlijk niet geschonden. Op audiovisueel vlak betaalt de consument driemaal auteursrechten. In het kijk- en luistergeld betaalt hij voor een deel de auteursrechten die door de omroepen zijn verschuldigd. Daarnaast zal hij een vergoeding van 8 pct. betalen op de cassetten, en dan nog eens 8 pct. op de reproduceerbare toestellen. Dan spreek ik nog niet over het gebruik van videocamera's voor familiegebeurtenissen, waarvan de consument zelf de auteur is en waarop hij nochtans ook heffingen moet betalen, ofschoon daarvoor geen echte auteursrechten zijn verschuldigd.

Het probleem op audiovisueel vlak wordt vooral veroorzaakt door het kopiëren door de winkels. Enkel meer controles en strengere straffen kunnen dit verhelpen.

In het Groenboek inzake auteursrechten deed de Europese Commissie een zeer interessante suggestie. Zij sprak hier over een technisch systeem voor digitale geluidsoptnamen op DAT-banden (Digital Audio Tape). Met dit systeem, het « Serial Copy Management System », kunnen wel kopieën worden gemaakt van het originele werk, maar niet van een kopie. Zo'n oplossing gaat iets verder dan deze opgenomen in het Belgisch recht. Zij kan door haar aard alleen al de piraterij aan banden leggen. Deze techniek wordt reeds gebruikt in de Verenigde Staten, waar ook gewerkt wordt met een forfaitaire vergoeding die veel lager ligt, namelijk 2 pct.

Wij pleiten eveneens voor een vrijstelling van de nu voorgestelde heffingen voor bepaalde categorieën van mensen. Ik denk hier onder meer aan scholen en blinden.

De heffingen brengen de concurrentiepositie van de Belgische verkopers opnieuw in gevaar. De sector had enige hoop toen de BTW-tarieven van 25 pct. en 33 pct. werden teruggebracht tot 19,5 pct. Door deze bijkomende heffing kunnen zij onmogelijk concurreren met bijvoorbeeld Duitsland, het Verenigd Koninkrijk en Luxemburg, waar respectievelijk 12 pct, 14 pct. en 15 pct. wordt geheven.

Voor de gedrukte werken rijst eenzelfde probleem. De voortdurende perfectionering van de fotocopiëtoestellen, die steeds sneller en goedkoper een produkt van betere kwaliteit afleveren, heeft misbruiken in de hand gewerkt. Het wetsvoorstel laat de reproductie van korte fragmenten toe, mits een bepaalde vergoeding wordt betaald. Deze vergoeding wordt betaald door de fabrikant of de invoerder van de reproduceerbare apparaten, maar ook door de natuurlijke personen of de rechtspersonen die kopieën vervaardigen in evenredigheid met het aantal vervaardigde kopieën.

*De heer Swaelen treedt opnieuw als voorzitter op*

Aan de Koning wordt de weinig benijdenswaardige taak overgelaten een manier te bedenken waarop deze vergoeding aan natuurlijke personen zal worden aangerekend. Ik ben dan ook ten zeerste benieuwd naar de te vinden oplossing. Ik wens de minister van Justitie veel creativiteit toe.

Artikel 60 van het wetsvoorstel verleent de fotograaf, wiens werk geen recht geeft op auteursrechten, een recht op vergoeding wanneer het beeld wordt gereproduceerd, onder het publiek wordt verspreid of aan het publiek wordt meegegeeld. Ook hier heb ik mijn bedenkingen. Hoe kan de fotograaf zijn rechten doen gelden indien zijn voorafgaandelijke toestemming niet moet worden gevraagd voor de reproductie? Waarom wordt de beschermingsduur gereduceerd tot 25 jaar, terwijl de berekeningsduur op Europees vlak van 50 op 70 jaar werd gebracht? Naargelang van het gebruik, verschilt de aanvang van de beschermingsduur. Dit zal ongetwijfeld tot geschillen leiden. Welke boekhouding moet de fotograaf hiervan bijhouden? Misschien zal het hem uiteindelijk meer kosten dan opbrengen.

**De heer Erdman, rapporteur.** — Mijnheer Van Belle, ik meen dat u een aspect van het artikel 60 over het hoofd ziet. In dit artikel wordt een regeling vastgelegd in verband met fotografisch werk dat geen werk is in de zin zoals dat in artikel 1 wordt beschreven. Het gaat dus over iets anders en dat verantwoordt afwijkende regels. We geven een bijkomende bescherming aan personen die in de zin van artikel 1 geen « werk » produceren. Ik begrijp uw protest niet, want wij geven meer dan een fotograaf, met alle respect voor zijn werk, kan eisen aangezien hij geen origineel werk maakt.

**De heer Van Belle.** — Ik kan uw mening niet delen, mijnheer Erdman. Ik zal trouwens straks een amendement bij artikel 60 verdedigen.

Het zesde hoofdstuk van het wetsvoorstel heeft betrekking op de vennootschappen die belast zijn met het beheer van de rechten van de makers. In het verleden werden vaak klachten geuit in verband met de ondoorzichtigheid van de activiteiten van deze vennootschappen en werd gewezen op de hoge administratieve kosten.

Om deze misbruiken te voorkomen werden deze vennootschappen vergunningsplichtig en wordt er toezicht uitgeoefend door twee commissarissen. Voor elke vennootschap zal de minister een vertegenwoordiger aanduiden die toezicht houdt op de toepassing van de wet en de statuten, enerzijds, en de toepassing van de innings- en verdelingsregels, anderzijds. De vennootschappen stellen deze innings- en verdelingsregels voor aan de minister en ook de algemene vergadering onderzoekt deze regels ten gronde.

Deze wet lost niet alle problemen van de makers op. Dat is begrijpelijk, maar ook betreurenswaardig.

Een niet-onbelangrijk probleem waarmee de auteur elk jaar wordt geconfronteerd is de belasting die wordt geheven op auteursrechten. Uit de Commentaar op de inkomstenbelasting blijkt dat de opbrengsten van auteursrechten als diverse inkomsten belastbaar zijn. Dit betekent een belasting van 33 pct.

Het probleem is hiermee niet opgelost. Nogal wat auteursrechten worden aanvankelijk als diverse inkomsten belast, maar uit de praktijk blijkt dat, indien men gedurende achtereenvolgende jaren auteursrechten ontvangt, de fiscus ze beschouwt als een eigenlijke beroepswerkzaamheid. Daaruit vloeit voort dat de inkomsten getaxeerd worden aan het progressieve tarief van de personenbelasting. Jaarlijks leven zij die auteursrechten ontvangen dus in onzekerheid over hoe zij belast zullen worden. Een oplossing voor dit probleem heb ik in het wetsvoorstel niet gevonden, maar wellicht kunnen wij hier voor de toekomst een oplossing uitwerken.

U zal doen opmerken dat dit al grondig werd besproken in de commissie. Het is misschien omdat het uitgebreid aan bod kwam tijdens de vorige legislatuur dat er nu sneller werd overheen gegaan.

Mijnheer de Voorzitter, ik wil nog even wijzen op een fout die in artikel 94 is geslopen ingevolge een niet-correcte vertaling. In de Nederlandse tekst staat: « de zaak in kort geding wordt aangebracht... ». De tekst moet zijn: « de zaak zoals in kort geding wordt aangebracht. »

**M. Lallemand.** — En effet, c'est bien une erreur de traduction.

**De heer Van Belle.** — Het zou ons verheugen indien die fout wordt rechtgezet.

Tot slot wil ik er nog op wijzen dat er maar weinig voorstellen van wet van deze omvang worden behandeld in het Parlement, en in de Senaat in het bijzonder. Dit voorstel, en ook de intense arbeid van de leden van de commissie voor de Justitie en van de werkgroep, bewijzen dat de Senaat nog leeft, nog actief is en geen koelkast is waarin wetsvoorstellen een stille dood sterven. Ik hoop dat dit initiatief voor herhaling vatbaar is. (*Applaus.*)

**M. le Président.** — La parole est à M. Barzin.

**M. Barzin.** — Monsieur le Président, je n'ai pas l'intention de faire l'exégèse du texte de la proposition de loi de M. Lallemand. Ce serait un exercice difficile et prétentieux, eu égard à la complexité de la matière, qui s'est d'ailleurs traduite par un abondant travail de commission, dont témoigne l'excellent rapport de M. Erdman.

Avec cette matière du droit d'auteur, nous sommes confrontés à l'exigence d'adapter le droit à l'évolution très rapide des techniques, en l'occurrence celles de la diffusion et de la reproduction des œuvres. Le droit a pour objet d'organiser la vie en société, et l'œuvre du législateur, traditionnellement, avait à se référer à des critères de sens moral, d'équilibre et de justice sociale. Aujourd'hui, dans toute une série de domaines — bien sûr, celui dont nous nous occupons, à savoir le droit sur la création intellectuelle, mais aussi, par exemple, tout ce qui touche au développement de la bioéthique — le législateur doit définir la règle de droit en s'engageant parfois très loin dans ce que j'appellerai des ramifications des rapports sociaux. Les textes consacrés, dans la présente proposition, aux programmes d'ordinateurs, témoignent de cette difficulté d'adapter la notion simple de la propriété intellectuelle à des supports où cette propriété est de moins en moins matérialisée. Besoin d'adapter notre droit à de nouvelles exigences et bonne volonté de ceux qui s'y sont attelés, en particulier notre commission de la Justice, cela mérite toute notre considération, et loin de moi l'idée de critiquer ce travail.

L'article 2 de la proposition énonce que « l'auteur d'une œuvre a seul le droit de la fixer, de la reproduire, de la publier, de la distribuer, de la communiquer au public, de l'adapter, de la traduire, sous quelques formes et modalités que ce soit ». On se rend compte que la matière du droit d'auteur serait très sensiblement simplifiée si l'auteur pouvait effectivement faire lui-même ce que dit cet article, en n'ayant pas recours à des intermédiaires. La réalité est tout autre: l'auteur doit recourir à des éditeurs, à des producteurs, à des interprètes, à des agents de tous ordres, et il est donc heureux que la présente proposition organise les rapports entre les personnes concernées.

Je me permets tout de même de relever que les auteurs de la proposition ont travaillé sur une image quelque peu manichéenne de ces rapports: l'auteur est présumé crédule, naïf, faible, devant être protégé, en face des autres acteurs de la profession qui seraient tous parfaitement avisés, et peut-être pas toujours bien intentionnés. J'espère pour notre culture que ceux qui en sont les supports naturels — puisqu'ils l'expriment dans des œuvres — ne sont pas aussi démunis que le laisseraient supposer certaines des dispositions contenues dans le texte qui nous est soumis. A l'appui de cette remarque, je citerai les dispositions relatives à l'interprétation restrictive des contrats, à l'avantage des auteurs, et la clause de révision, aussi à leur seul bénéfice, lorsque le succès de l'œuvre dépasse la rémunération escomptée, sans qu'ils prennent le risque d'une réduction en sens inverse en cas de moindre succès. Quoi qu'il en soit, cette proposition entend mieux garantir les droits des auteurs sur leurs œuvres.

En tant que libéral, je souscris tout à fait à l'idée de donner aux auteurs, ainsi qu'aux interprètes, les moyens de mieux suivre le produit de leur travail, d'en garder la paternité, et de mieux se réserver le bénéfice de son succès commercial. Le succès d'une œuvre se matérialisant en effet dans un succès commercial, il est tout à fait normal que l'auteur en retire les fruits, de même que ceux qui ont contribué à ce succès en assurant la diffusion de cette œuvre dans le public.

Cela étant dit, l'idée de la propriété intellectuelle et du droit patrimonial que l'on peut revendiquer sur une idée peut aller fort loin. Le texte qui nous est soumis précise ce qu'il faut entendre par « œuvre ». L'œuvre ne doit pas nécessairement être incorporée dans un support; une mélodie originale est une œuvre; quelques idées mises bout à bout sont aussi une œuvre. En affinant ainsi la définition de l'œuvre, on se rend compte que l'on touche à l'essence de la culture, et on pourrait ouvrir un large débat sur la création culturelle spontanée et sur les interactions qui interviennent pour qu'une œuvre naisse en connaisse le succès.

L'œuvre ne connaîtra le succès que si elle est attendue et reconnue par ses contemporains. Parfois aussi, l'œuvre est victime de son succès. Dans ce cas, elle est accaparée par le public, et des dispositions doivent être prises — comme tente de le faire la présente proposition — pour assurer aux auteurs, aux interprètes et aux producteurs la reconnaissance et la rétribution de leurs droits.

La présente proposition entend compenser le manque à gagner des titulaires de droits, résultant de copies dites « sauvages », audio et vidéo, par une taxe de 8 p.c. sur les appareils de reproduction. Seront ainsi taxés les vidéoscopes et les cassettes. Le produit de cette taxe sera attribué, à concurrence de 70 p.c. par parts égales d'un tiers, aux auteurs, aux artistes-interprètes ou exécutants et aux éditeurs et producteurs d'œuvres sonores et audiovisuelles. L'article 66 précise dans son paragraphe 2 que les 30 p.c. restants serviront à « promouvoir la création d'œuvres ».

Le PRL s'oppose à ces mesures pour deux raisons: d'abord, le texte proposé assimile à de la piraterie l'usage privé d'un magnétoscope par les consommateurs; ensuite, il n'y a pas lieu de prélever 30 p.c. pour intervenir en matière culturelle.

Parlons d'abord du principe d'un prélèvement forfaitaire frappant tout ce qui sert à copier. Pour apprécier cette idée, on peut imaginer ce à quoi elle aurait donné lieu si elle avait été appliquée au moyen âge, à l'époque où les livres se recopiaient: il eût fallu prélever une taxe compensatoire des droits d'auteur sur tout ce qui était papier et servait à écrire!

Sans doute faut-il combattre la piraterie et, pour bien la combattre, il convient d'abord de la définir. A mes yeux, la piraterie consiste à diffuser des copies en éludant les droits d'auteur. L'élément déterminant est le manque à gagner, dans le chef des titulaires de droits, sur des œuvres introduites sur le marché.

En matière d'enregistrements vidéo, il s'avère, selon une enquête Marketing Unit, que ceux-ci sont effectués par les consommateurs, à raison de 93 p.c., pour les besoins d'un usage différé, à savoir l'enregistrement de programmes de télévision afin de les regarder plus tard, parce que l'on n'est pas présent au moment de leur diffusion. Par ailleurs, 90 p.c. des consommateurs réalisent ces enregistrements pour un usage strictement privé. Dans ce cas, il est exclu que l'auteur, l'artiste-interprète ou le producteur subissent un préjudice sur leur œuvre.

De plus, la Belgique a cette particularité d'être le pays le plus câblé au monde; le câble est pratiquement à la disposition de tous les ménages, lesquels paient une redevance annuelle aux sociétés de distribution. Cette redevance comprend un forfait de 439 francs en rémunération des droits d'auteur.

Dans l'hypothèse où une taxe de 8 p.c. frapperait tant les cassettes vierges que le matériel de reproduction, le consommateur paierait donc trois fois une taxe pour le même objet: une première fois par le paiement de la TV-redevance qui couvre le prix du programme; une deuxième fois par le paiement de l'abonnement au câble et une troisième fois par le paiement de la taxe qui nous occupe, d'une part, sur le matériel de reproduction et, d'autre part, sur les cassettes.

En outre, la vidéo est utilisée pour un grand nombre d'applications, à partir notamment de la vidéo-caméra: il est inconcevable qu'une taxe soit payée sur la production de films familiaux, ou autres usages personnels ou didactiques.

Le seul problème — qui ne représente, selon Marketing Unit, que 3 p.c. des utilisateurs — est le piratage de cassettes préenregistrées, comme étant le copiage illégal d'œuvres protégées, dans un but de commercialisation à deux niveaux: d'une part, au niveau des magasins de location de vidéo et, d'autre part, à l'intérieur de

certaines clubs amateurs de vidéo, au sein d'entreprises ou ailleurs. C'est là qu'il faut davantage protéger les auteurs lésés, par des moyens de contrôle renforcés — via les inspecteurs des sociétés d'auteurs — ou au moyen d'outils juridiques plus appropriés, par le biais de saisies ou en application de peines. En effet, il est injuste de pénaliser 97 p.c. des consommateurs pour des infractions commises par seulement 3 p.c. d'entre eux.

Dans le secteur de la vidéo, il est important de noter que les détenteurs de droits d'auteur et de droits voisins peuvent faire valoir leurs droits à différents niveaux. En effet, avant qu'un film puisse passer à la télévision — pour lequel nous, consommateurs, payons des droits d'auteur comme déjà mentionné ci-dessus — il sortira dans les salles de cinéma où tout cinéphile paiera la part de droits d'auteur comprise dans son ticket d'entrée; il sortira aussi dans les vidéothèques où l'amateur pourra louer l'œuvre contre paiement, et dans les magasins où il pourra acheter une vidéo préenregistrée.

En matière d'enregistrement audio, l'étude de Marketing Unit fait apparaître qu'une grande partie des consommateurs de cassettes vierges ont moins de 25 ans: il s'agit principalement d'étudiants aux moyens financiers limités.

Par ailleurs, l'étude démontre que ces mêmes jeunes sont les principaux acheteurs-consommateurs de cassettes préenregistrées et compact-discs. Il en résulte que l'utilisation de supports vierges est essentiellement privée et faite dans un double but: d'une part, pour pouvoir écouter l'œuvre dans des endroits différents — par exemple, sur un lecteur de cassette dans une voiture ou à partir d'un walkman — et, d'autre part, pour faire des compilations.

Quel mal cause la personne qui enregistre son compact-disc pour pouvoir l'entendre sur le lecteur de sa voiture, ou en faisant son jogging? Pourquoi vouloir traiter différemment la personne qui écoute dix fois un enregistrement sur le même support, et celle qui l'écoute aussi dix fois, mais sur des supports différents, chez elle, en voiture ou ailleurs?

Le préjudice des titulaires de droits d'auteur et voisins n'est donc pas patent. Si un préjudice existe, une indemnisation peut se justifier, mais là aussi, il apparaît injuste de pénaliser tous les consommateurs pour les abus d'une petite minorité.

De plus, une grande partie de l'argent collecté sera payé à l'étranger, essentiellement à des artistes et maisons de production prospères. Va-t-on faire payer tous les consommateurs d'une manière totalement arbitraire afin d'alimenter les caisses de grosses maisons de production, à qui il incombe de servir à des stars de plantureux cachets!

Il ne faut pas non plus négliger la difficulté technique de définir et de contrôler la base de calcul d'une taxe sur les chaînes de musique intégrées, où l'enregistreur n'est qu'une partie de l'ensemble.

En examinant le texte qui nous est soumis, nous ne devons pas partir de l'idée que les auteurs sont à priori préjudiciés dans leurs droits et qu'ils constituent les parents pauvres de notre économie de marché. Cela n'est pas prouvé!

En sens inverse, je relève qu'en suivant les progrès technologiques, le même consommateur est amené à payer souvent plusieurs fois les droits sur les mêmes œuvres: l'amateur des chansons de tel chanteur-compositeur avait d'abord payé les droits d'auteur sur un disque; il les a sans doute aussi payés sur une cassette et il les paie une troisième fois en achetant un compact-disc! Le processus n'est pas arrivé à son terme: il se poursuivra lors de la commercialisation prochaine des cassettes de la nouvelle génération appelées DCC et qui remplaceront les cassettes audio classiques. Le consommateur jouera le jeu par amour de ses artistes préférés!

Et que dire, lorsque les maisons de disques, afin de dynamiser les ventes du répertoire de certains artistes, se complaisent à sortir des compilations?

Pourquoi ne pas s'être référé au concept de « fair use » — « utilisation normale » — d'usage aux Etats-Unis et en Angleterre, et selon lequel tout consommateur serait autorisé, par exemple, à enregistrer à titre privé des émissions télévisées. On le considère comme faisant partie des droits du consommateur lors du paiement de sa redevance. Le prix de la redevance impliquerait une

telle utilisation. Cette notion exclut naturellement toute autre forme d'utilisation, et plus particulièrement, celle du piratage dont j'ai déjà parlé. Cette approche n'a malheureusement pas été retenue par les auteurs du présent texte.

On aurait pu aussi aborder davantage le sujet sous l'angle économique et se demander ce que perçoivent déjà chacun des acteurs en présence...

**M. Lallemand.** — Je me permets d'insister sur le fait que jusqu'à présent, une unanimité s'était dégagée sur le principe même de la proposition. Celle-ci a en effet été signée par M. De Croo, pour le PVV et par M. Hasquin, pour le PRL.

C'est donc un changement radical que vous préconisez. De longues discussions ont eu lieu en commission à ce sujet non seulement au cours de la présente législature mais également sous la précédente. Une unanimité s'est toujours dégagée sur ce principe. Je sais que, depuis lors, les électriciens ont pris des positions très nettes sur la question. Mais je suis quand même étonné du changement d'attitude. Je veux bien que l'on discute des 30 p.c. mais le principe même de la copie privée n'a jamais donné lieu à un débat.

**M. Barzin.** — L'explication est la suivante, monsieur Lallemand: la disposition instaurant un prélèvement de 30 p.c. sur le produit de cette taxe pour alimenter une politique culturelle a été retirée avant le vote en commission dont vous parlez.

**M. Lallemand.** — Vous ne parlez pas de cela pour le moment. Vous évoquez le principe même du droit forfaitaire proposé de 8 p.c., et qui est susceptible d'être modifié par le Roi. Vous critiquez donc le droit forfaitaire frappant la copie privée.

**M. Barzin.** — Je me disposais à en parler. Le dépôt de l'amendement réintroduisant les 30 p.c., dans la présente législature, interdit de remettre en cause le caractère de la taxe. On pouvait encore à un certain moment affirmer qu'il s'agissait d'une rétribution destinée à couvrir les droits d'auteur. A partir du moment où le gouvernement s'en sert pour développer une politique culturelle, la notion de taxe ne peut pas être contestée.

**M. Lallemand.** — Donc, monsieur Barzin, si on supprimait les 30 p.c. tout en maintenant le texte original, vous seriez d'accord ?

**M. Barzin.** — Ce point a fait l'objet d'un accord lors de la précédente législature. Maintenant, le caractère de la taxe ne peut faire l'objet du moindre doute puisque le gouvernement s'en sert à raison de 30 p.c., pour mettre en œuvre une politique culturelle. Pour nous, comme je vais le souligner dans un instant, la culture a un caractère spontané. Ce n'est donc pas du ressort du gouvernement de définir quel genre de culture il convient de mettre en œuvre.

**M. Lallemand.** — C'est un autre problème.

**M. Barzin.** — Je vais répondre plus clairement à votre question. Effectivement, le texte accepté en commission lors de la précédente législature avait fait l'objet d'un accord unanime. Avant cet accord, on avait retiré la disposition selon laquelle 30 p.c. de ce qu'on appelait alors « la rémunération » feraient l'objet d'une politique culturelle à l'intervention du gouvernement. A présent, cet amendement a été réintroduit. Le caractère de taxe ne peut donc être mis en cause puisqu'il s'agit d'une politique culturelle à mettre en œuvre. Nous sommes tout à fait à l'aise pour dire que nous ne pouvons pas l'accepter.

**De heer Erdman, rapporteur.** — Mijnheer de Voorzitter, de heer Barzin gaat wel bijzonder handig te werk door een argument te halen uit een redenering die niets te maken heeft met het standpunt dat hij nu verdedigt. Hij weet perfect waarom die 30 pct. overdracht aan de Gemeenschappen in een vorige legislatuur werd weggelaten.

Zoals ik daarstraks heb toegelicht, is dat om louter institutionele redenen gebeurd. Na uitvoerig onderzoek heeft de commissie vastgesteld dat men onmogelijk langs deze weg de financiering van de Gemeenschappen kan regelen en dat men evenmin aan de Gemeenschappen fondsen kan overdragen en de nationale wetge-

ver aan de Gemeenschappen laten opleggen wat zij met die fondsen moeten doen. Daarom is die 30 pct. weggefallen en de heer Barzin kan mij niet overtuigen dat, nu die regeling via een sterk gewijzigd mechanisme gelijklopend met dat van de Nationale Loterij, toch wordt ingevoerd, de hele systematiek van de taksen op de apparaten in het gedrang komt. Die redenering begrijp ik niet.

**M. Barzin.** — Monsieur Erdman, on pourrait effectivement parler longuement de la constitutionnalité de cette disposition. Il ne s'agit pas là de l'essentiel et je m'en abstiendrai donc. Au-delà des dispositions techniques se trouve une volonté politique incontestable à laquelle je me tiendrai.

**M. Lallemand.** — Pour la clarté du débat, je tiens à préciser que nous avons retiré cette disposition pour des raisons juridiques et non de fond. M. Erdman a raison. La première des propositions que j'ai déposée en 1987 prévoyait que 50 p.c. de la rémunération soient affectés à un fond culturel géré par les Communautés. Or, elle avait été signée par M. Henrion pour le PRL et par Mme Herman-Michielsens pour le PVV. Le problème ne s'est pas posé à ce moment-là non plus. L'objection que vous formulez maintenant est donc nouvelle.

**M. Barzin.** — Elle est politique et non d'ordre technique. Mais pour l'aborder sous l'angle technique, il convient d'admettre que le texte ne donne pas toute sécurité juridique. Cette rétribution et son usage sont mis en œuvre de façon expérimentale en fonction de la nouvelle disposition réglant les compétences des Communautés.

**M. Lallemand.** — Vous avez raison. Mais ce système est expérimenté en France, en Allemagne, en Espagne et aux Pays-Bas où un projet est actuellement voté. Il ne s'agit donc pas d'une innovation extraordinaire qui bouleverserait l'horizon européen. Au contraire, je l'ai dit, une directive à l'étude pour le moment généralisera l'allégation de recourir au système que nous proposons. Cette mise au point me paraît nécessaire: vous confirmez donc un changement.

**M. Barzin.** — J'en termine avec mon observation sur l'approche économique du problème. On aurait pu aborder davantage les dispositions à prendre sous l'angle économique et se demander ce que perçoivent déjà chacun des acteurs en présence, quels sont les volumes d'argent en cause, qui fait quoi et qui perçoit quoi. Les auteurs dont les intérêts sont tout à fait légitimes ne me semblent pas être les parents pauvres du circuit économique. Certains perçoivent peut-être très peu et d'autres beaucoup. Va-t-on prendre des dispositions pour préserver les intérêts des premiers ? Ce type de réflexion aurait pu être mené. Je ne comprends pas pourquoi le texte a été uniquement soumis à la commission de la Justice. Puisque des intérêts pécuniaires sont en cause, la commission des Affaires économiques était intéressée également.

Vous l'avez souligné, cher collègue, des groupes de pression se sont manifestés dès le début des travaux.

**M. Lallemand.** — C'est en effet indiscutable et ils nous ont en quelque sorte convaincus. Le problème est complexe et difficile à harmoniser. C'est la raison pour laquelle la loi vise à un équilibre entre les droits divergents. Vous évoquez l'inégalité des auteurs devant la richesse et la réussite. Cette divergence est impossible à corriger. La création d'un fonds peut cependant favoriser l'initiative culturelle des auteurs qui ne disposent pas des moyens nécessaires pour, par exemple, écrire une symphonie, effectuer une recherche scientifique ou faire un film. Ces fonds proviendraient de cette rémunération forfaitaire. Or, vous critiquez cette disposition visant à ce que 30 p.c. des droits alimentent un fonds d'aide à la création dont le but est notamment de pallier les différences qui existent au sein de ce secteur.

**M. Barzin.** — On aborde là le plan politique et non plus le plan technique, monsieur Lallemand.

Enfin, l'article 66 destine 30 p.c. de cette taxe — puisqu'il s'agit désormais d'une taxe et non plus d'une rétribution — à une promotion culturelle à organiser par le gouvernement.

Le PRL ne peut évidemment pas marquer son accord sur cette mesure. Nous, libéraux, y opposons une objection de fond, à savoir que la culture est quelque chose de spontané, et que le pouvoir politique n'a pas à définir quel genre de culture nous voulons pour nos contemporains.

Il est regrettable que les auteurs du texte n'aient pas résisté à la tentation d'autoriser le gouvernement à « prélever sur le prélèvement ». Cette disposition, réintroduite sous forme d'amendement, est significative du cheminement de pensée des auteurs du texte, qui ont entendu apporter des solutions linéaires et traditionnelles à des problèmes complexes mêlant la culture, le droit et l'économie et qui auraient dû connaître des solutions peut-être plus affinées. (*Applaudissements.*)

**De Voorzitter.** — Het woord is aan de heer Vandenberghe.

**De heer Vandenberghe.** — Mijnheer de Voorzitter, het voorstel van wet betreffende het auteursrecht beantwoordt aan een dringende noodzaak. De nieuwe audiovisuele technieken en moderne reproductiemethodes vereisen een wetgevend ingrijpen. De Belgische auteurswet biedt ten opzichte van deze evolutie immers niet langer een adequaat antwoord. Voorts heeft de moderne technologie de nood doen aanvoelen om de « naburige rechten » te beschermen. Naburige rechten zijn rechten welke prestaties beschermen die meestal het auteursrecht in werking stellen. Bovendien dienden de ter zake toepasselijke internationale verdragen en de richtlijn van de Europese Raad van 14 mei 1991 betreffende de rechtsbescherming van computerprogramma's toepassing te vinden in het Belgisch recht.

De nieuwe leden van de Senaat hebben zich graag aangesloten bij de suggestie om het geamendeerde voorstel dat tijdens de vorige legislatuur door de Senaat niet meer kon worden behandeld, opnieuw als wetgevingsbasis te nemen. Iedere andere werkmethode zou tot een onaanvaardbare vertraging hebben geleid. Dit uitgangspunt kon trouwens des te gemakkelijker worden onderschreven door de kwaliteit van het geleverde werk, wat onder meer tot uiting komt in het uitstekend eerste verslag van de commissie voor de Justitie van 9 juli 1991.

Voorafgaandelijk kan evenwel, in het kader van de staatshervorming, een vraag worden gesteld over de wetgevende bevoegdheid inzake auteursrecht. In het advies van 1 april 1985 was de Raad van State van oordeel dat het auteursrecht onbetwistbaar moest worden beschouwd als behorende tot de burgerlijke wetgeving. Waar het betrekking heeft op de geldelijke rechten van de auteur is het verwant met de door het Burgerlijk Wetboek geregelde eigendom van stoffelijke goederen. Inzake zedelijke rechten van de auteur gelden de beginselen die van toepassing zijn op de persoonlijkheidsrechten. De wet van 8 augustus 1988 heeft, volgens de dominerende opvatting, alle twijfel weggenomen — Zie onder meer *APR, Tw. Auteursrecht*, door J. Corbet, *Story-Scientia*, 1991, m. 298, p. 137; M. Elst, *De wetgevende bevoegdheid inzake auteursrecht in België en in andere federale landen*, RW 1990-1991, 1219 e.v., vooral 1223-1224).

Artikel 6, paragraaf 1, VI, vijfde lid, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen bepaalt dat alleen de nationale overheid bevoegd is voor « de industriële en intellectuele eigendom » en dit als uitzondering op de economische bevoegdheden van de Gewesten. Deze uitzondering geldt ook voor de gemeenschapsbevoegdheden, indien ik het zogenaamde tweede toerisme-arrest van 10 juni 1987 van het Arbitragehof goed heb gelezen. De uitzondering staat ingeschreven in artikel 6 van de bijzondere wet dat de gewestelijke bevoegdheden vastlegt en niet in artikel 4 dat de culturele bevoegdheden omschrijft. Toch geldt ze als de uiting van de wil van de wetgever om de hele regeling van industriële en intellectuele eigendom als nationale aangelegenheid te behouden. Wanneer een tekst duidelijk is — en artikel 6 van de bijzondere wet is duidelijk — moet hij niet worden geïnterpreteerd. Dit betekent concreet dat de artikelen 64, 66, 69 en 70 van het voorstel, hoewel ze verwijzen naar het in te winnen advies van de Gemeenschapsexecutieven, geen bevoegdheidsverdelende betekenis hebben of kunnen hebben.

Bij de algemene bespreking is het gepast nogmaals de voornaamste innovaties in de auteurswetgeving te vermelden, zoals ze ook door de dominerende rechtsleer (zie onder meer de publikatie van J. Corbet) in het licht worden gezet.

De beschermingsduur van het auteursrecht wordt op zeventig jaar *post mortem* gebracht. De morele rechten van de auteur worden aanzienlijk uitgebreid. Het recht op integriteit wordt zelfs beter beschermd dan in de Conventie van Bern. De auteur kan zich verzetten tegen iedere misvorming, verminking of andere aantasting van zijn werk, waar volgens de conventie deze schendingen slechts kunnen worden gesanctioneerd wanneer zij de eer en de goede naam van de auteur aantasten. Het recht tot inkeer wordt uitdrukkelijk ingevoerd.

Het citaatrecht wordt uitgebreid tot alle werken. Het wordt dus niet langer uitsluitend beperkt tot letterkundige werken. Er is geen enkele reden om de citaten uit muziekwerken, beeldende kunstwerken of audiovisuele werken te verbieden. Het toepassingsgebied is uiteraard beperkt tot kritiek, polemiek, onderwijs of wetenschappelijke activiteiten.

In navolging van de meeste moderne auteurswetten voert het voorstel van wet ook een specifiek contractenrecht in. De basistekst is te vinden in artikel 4, waarin de regels worden opgesomd die dwingend zijn voor alle auteurscontracten. Het voorstel onderstreept dat het auteurscontract op straffe van nietigheid schriftelijk moet worden opgesteld. Afstand van recht wordt restrictief geïnterpreteerd. Afstand van onbekende exploitatievormen op het ogenblik van het sluiten van het contract is nietig. Dit betekent dat ook de contractuele beloften van afstand van onbekende exploitatievormen in de toekomst als nietig moeten worden beschouwd.

Voor iedere exploitatiewijze moeten de vergoeding van de auteur, de reikwijdte en de duur van de overdracht afzonderlijk worden bepaald conform een soort van specialiteitsbeginsel.

Naast het auteursrechtcontract besteedt het voorstel ook ruim aandacht aan het uitgavecontract. De behandeling van het uitgavecontract is zeker verantwoord. Bij het sluiten van het uitgavecontract staat de auteur doorgaans alleen, waar de andere exploitatiecontracten meestal door een auteursvereniging worden gesloten in naam van de auteur.

Een belangrijk onderdeel van het voorstel is de uitvoering van de Europese richtlijn waarbij computerprogramma's auteursrechtelijk worden beschermd.

De weerslag van deze regeling is op elk domein aanzienlijk. Wie de letterkunde in het hart draagt, zou met weemoed kunnen opmerken dat zelfs computerprogramma's nu als literatuur worden aanzien. De commissie voor de Justitie die kunsten en wetenschappen een groot soortelijk gewicht toekent, onder meer omdat ze de juridische benadering zo vruchtbaar kunnen voeren, is niet ongevoelig voor dergelijke overwegingen. Computerprogramma's worden in het voorstel enkel om juridisch-technische redenen met letterkunde gelijkgesteld. Ze komen vooralsnog niet in aanmerking voor een literaire prijs of een bloemlezing.

De aandacht voor de audiovisuele werken als collectief werk betekent eveneens een belangrijke vernieuwing. Het voorstel volgt in grote lijnen de Franse opvattingen, waarbij wordt vermoed dat een aantal specifiek opgesomde medewerkers de auteurs van het werk zijn. Alle mede-auteurs staan hun rechten af aan de producenten, in zoverre dit nodig is voor de audiovisuele exploitatie. Ze genieten een gepaste vergoeding.

Het derde hoofdstuk van het voorstel behandelt de « naburige rechten ». De rechten van uitvoerende kunstenaars, van de producenten van fonogrammen en videogrammen en van de omroeporganisaties worden beschermd. Het principe van de rechtsbescherming, tot nu toe ongekend in het Belgische recht, moet zeker worden toegejuicht. België is één van de laatste Europese landen dat de naburige rechten erkent.

In grote lijnen volgt het voorstel de bepalingen van de Conventie van Rome over de bescherming van de vertolkende of uitvoerende kunstenaars, de producenten van fonogrammen en de omroeporganisaties. De goedkeuring van het voorstel zal het mogelijk maken dat België de Conventie van Rome bekrachtigt.

Een nieuw hoofdstuk V voert een systeem van vergoeding voor de thuiskopie in. Ondanks bepaalde kritiek vind ik deze maatregel terecht. Zoals in andere rechtstelsels bestaat de vergoeding uit een heffing op de dragers die voor reproductie kunnen worden gebruikt. Verder moet ook wie kopieert zelf een evenredige vergoeding betalen.

Tenslotte besteedt het voorstel ook de nodige aandacht aan de beheersverenigingen waarvan de rol de afgelopen jaren steeds belangrijker is geworden. Voor een aantal hedendaagse exploitatievormen, zoals kabel- en satelliettelevisie en thuiskopie, is hun optreden onmisbaar. De wetgever heeft tot taak het kader vast te leggen waarbinnen de beheersverenigingen hun opdracht kunnen uitvoeren met respect voor de rechten van de auteurs en de uitvoerende kunstenaars.

Mijnheer de Voorzitter, door de goedkeuring van het voorstel zal de Belgische wetgeving in het internationale recht worden ingepast en zal aan de vandaag bestaande maatschappelijke opvattingen over auteursrechten een verantwoorde juridische vorm worden gegeven. Voor de initiatiefnemer van het voorstel, collega Lallemand, voor de rapporteur, collega Erdman, en voor allen die zich voor de goedkeuring van het voorstel hebben ingezet, is dit de bekroning voor jarenlange inspanningen. Zij verdienen dan ook onze steun en onze dank.

Het onderwerp lijkt esoterisch, de juridische benadering is niet onmiddellijk zintuiglijk vatbaar. Waarschijnlijk is dit de reden waarom de besprekingen vanochtend de aandacht van niet één journalist hebben gekregen. Indien het voorstel een « sexy » betekenis zou hebben, zou het wel de aandacht van radio, televisie en geschreven pers hebben gekregen. Nochtans is de culturele betekenis van het voorstel niet te onderschatten.

**De heer Seeuws.** — De mediabetekenis is ook niet te onderschatten.

**De heer Vandenberghe.** — Inderdaad, collega Seeuws. Het voorstel geeft immers aan het artistieke, creatieve en intellectuele een verdiende plaats, terwijl deze aspecten in onze maatschappij, gedomineerd door de economie, soms een verborgen leven leiden. Een goed boek waaraan jaren werd gewerkt, is vandaag minder waard dan een vervalste opiniepeiling die in een dag of tien werd gemaakt; het krijgt minder aandacht dan de huwelijksmoeilijkheden van een voetbalster.

Het voorstel van wet herijkt het creatieve en het artistieke op het juiste ogenblik en in een gepaste wettelijke vorm. Zoals het past in auteurswetgeving komt de verbeelding in het voorstel aan het woord en aan de macht.

De CVP zal het voorstel dan ook met overtuiging goedkeuren. (*Applaus.*)

**De Voorzitter.** — Wij zetten deze bespreking voort vanmiddag om 14 uur 30.

Nous poursuivrons cette discussion cet après-midi à 14 heures 30.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(*De vergadering wordt gesloten om 12 h 30 m.*)

(*La séance est levée à 12 h 30 m.*)